



Paraît le lundi matin

Published every Monday morning

Abonnements \$2 par an
Subscriptions \$2 a year

Payables d'avance
Payable in advance

MUNICIPAL
Gazette
MUNICIPALE
DE—OF
Montreal

Organe officiel de la Corporation
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation
of the City of Montreal

CANADA

Troisième année No 44
Third year -

3 Décembre 1906
December

Les abonnements sont reçus chez
Le Trésorier de la Ville de Montréal,
Hôtel de Ville

Les autres communications doivent
être adressées au directeur de
"LA GAZETTE MUNICIPALE"
Hôtel de Ville

Forward subscriptions to
The City Treasurer of Montreal
City Hall

All other communications should be
addressed to the managing-editor of
"The Municipal Gazette"

City Hall

TELEPHONE: MAIN 4240

FOURNITURE DU GAZ

Cahier des charges pour la fourniture du gaz à la Ville et aux Citoyens de Montréal (1)

COMMENT L'ON DEVRA SOUMISSIONNER

1.—Les soumissions doivent être présentées dans des enveloppes scellées, portant au dos la suscription "*Soumission pour la fourniture de gaz à la Cité et aux citoyens*", et adressées à la Commission des Incendies et de l'Éclairage, aux soins de M. L.-O. David, greffier de la Cité, pas plus tard qu'à midi, le.... 190...

QUALITÉ ET POUVOIR ÉCLAIRANT

2.—La qualité et la pureté du gaz fourni devront être, sous tous rapports, conformes aux règlements du gouvernement fédéral concernant la fabrication du gaz au Canada.

Le pouvoir éclairant ne devra pas être de moins de 18 ou 21 bougies de blanc de baleine, selon ce que la Cité décidera, lorsque le gaz sera éprouvé au moyen du procédé photométrique, à une distance de pas moins de deux milles de chaque endroit où il aura été fabriqué. Le surintendant du service de l'Éclairage, ou son représentant autorisé, aura accès en tout temps à l'usine et aux stations de l'entrepreneur.

PRESSION

3.—La pression minimum, dans aucune conduite de gaz, dans la Cité, ne devra être en aucun temps moindre que deux (2) pouces.

COMPTEURS

4.—L'entrepreneur devra s'engager et s'obliger à fournir les compteurs sans exiger aucune redevance.

LAMPES PUBLIQUES

5.—L'entrepreneur fournira tout le gaz requis pour l'éclairage des lampes publiques actuellement en usage, et celles qui seront à l'avenir requises pour l'éclairage des rues, avenues, ruelles, parcs et places publics de la Ville, aucune desdites lampes ne devant éclairer pendant plus de quatre mille (4,000) heures, approximativement, du coucher au lever du soleil, en aucune année, et chaque lampe devra être pourvue d'un bec avec régulateur ne consommant pas moins de quatre (4) pieds cubes de gaz par heure.

L'entrepreneur devra aussi fournir et entretenir, à ses frais, tous accessoires, tels que lanternes, becs, robinets, conduites de distribution, etc. (excepté les poteaux et potences) nécessaires pour lesdites lampes, lesquels accessoires devront être du même modèle que ceux maintenant en usage, et toutes lampes ou tous becs n'éclairant pas à la satisfaction du surintendant du service de l'Éclairage seront remplacés dans les vingt-quatre (24) heures après avis donné par écrit.

(1) Lire l'item 35 des minutes du Conseil municipal, assemblée du 26 courant, publiées dans ce numéro, page 1020.

GAS SUPPLY.

Specifications for Gas Supply to the City and Citizens of Montreal (1)

BIDS HOW SUBMITTED.

1.—Bids must be submitted in sealed envelopes endorsed "proposals for gas to the City and citizens" and addressed to the Fire and Light Committee, in care of L. O. David, City Clerk, not later than 12 a.m....19...

QUALITY AND CANDLE POWER.

2.—The quality and purity of the gas to be furnished shall be in conformity, in every respect, to the Dominion Government regulations, concerning gas manufacturers in Canada.

The illuminative or Candle Power shall not be less than 18 or 21 sperm candles as the City may decide when tested by an approved photometer, at a distance of not less than two miles from each place of manufacture. The Superintendent of the Light Department or his duly appointed representative shall have access at all times, to the works and stations of the contractor.

PRESSURE.

3.—The minimum pressure in any of the gas mains, in the City shall not at any time be less than two (2) inches.

METERS.

4.—The contractor shall bind and oblige himself to supply meters without rental charges.

PUBLIC LAMPS.

5.—The contractor shall furnish all the gas required for lighting the public lamps now located, and those which may hereafter be required for lighting any of the streets, avenues, lanes, parks and public places in the City, each of said lamps not to exceed four thousand (4,000) burning hours, or approximately from sunset to sunrise, in any one year and be provided with regulated burners consuming not less than four (4) cubic feet of gas in any one hour.

The contractor shall also furnish and maintain at his expense, all accessories, such as lanterns, burners, cocks, service pipes, etc., (excepting posts and brackets) required in connection with the said lamps, which accessories shall be of the same type as those now in service, and all lamps or burners not burning to the satisfaction of the Superintendent of the Light Department, shall be replaced within twenty-four (24) hours, after notification, in writing.

(1) See item 35 of the minutes of the City Council, meeting of the 26th instant, published in the present issue, page 1020.

L'entrepreneur devra aussi nettoyer, allumer et éteindre lesdites lampes.

Les lampes ou poteaux dont le surintendant du service de l'Éclairage aura ordonné le déplacement seront enlevés ou changés de place par l'entrepreneur moyennant les prix suivants: six dollars (\$6.00) en été et sept dollars (\$7.00) en hiver, (la saison d'hiver devant commencer le 1er décembre et se terminer le 1er mai.)

PRIX ALTERNATIF DES RÉVERBÈRES

6.—L'entrepreneur devra aussi mentionner dans sa soumission le prix par mille (1,000) pieds cubes, auquel il fournira le gaz pour les réverbères, et il devra également fournir, raccorder et entretenir les tuyaux de distribution requis pour lesdits réverbères; la Cité devant fournir tous les accessoires tels que lanternes, becs, etc., et se charger de nettoyer, d'allumer, d'éteindre et d'entretenir les réverbères à ses frais et dépens.

ECLAIRAGE DES EDIFICES APPARTENANT À LA VILLE

7.—L'entrepreneur devra aussi indiquer dans sa soumission le prix maximum par mille (1,000) pieds cubes, auquel il fournira le gaz pour les édifices publics ou bureaux qui sont maintenant ou qui pourront être plus tard sous le contrôle de la Cité.

FOURNITURE DE GAZ AUX CITOYENS

8.—L'entrepreneur devra fournir le gaz aux citoyens résidant dans les limites de la Ville, et devra mentionner dans sa soumission le prix maximum, par mille (1,000) pieds cubes, auquel il fournira le gaz auxdits citoyens pour l'éclairage, la cuisine, le chauffage, la force motrice et pour fins générales de fabrication.

L'entrepreneur devra poser et tenir en bon état, gratuitement, tous les tuyaux de distribution jusqu'en deçà de la ligne de chaque immeuble, afin de desservir les consommateurs.

CONDUITES PRINCIPALES ET EXCAVATIONS

9.—L'entrepreneur aura le droit de faire tous les travaux nécessaires et de poser des conduites à gaz dans les rues, avenues, ruelles, parcs et places publics de ladite Ville de Montréal, mais lesdits travaux devront être exécutés sous la direction et la surveillance de l'inspecteur de la Ville, et ledit entrepreneur sera tenu de donner un avis par écrit, de quarante-huit (48) heures à l'inspecteur de la Ville, de son intention de percer les rues, etc., dans le but d'y poser ou d'y réparer ses conduites, sauf dans les cas d'urgence, alors que cet avis devra être donné aussi tôt que possible après que les excavations auront été faites.

L'entrepreneur devra remettre lesdites rues, etc., dans le même état et la même condition où elles étaient, avant que ces excavations aient été faites, le tout devant être exécuté à la satisfaction de l'inspecteur de la Ville, et si l'entrepreneur négligeait ou refusait de se conformer à la présente clause, dans un délai raisonnable, ledit inspecteur de la Ville aura le droit de faire exécuter les travaux en question aux frais et dépens dudit entrepreneur; toutes excavations devront être gardées jour et nuit, conformément aux règlements de la Ville.

DROIT DE LA CITÉ D'ORDONNER LA POSE DE CONDUITES

10.—La Commission des Incendies et de l'Éclairage aura le droit d'ordonner à l'entrepreneur de poser des conduites principales et des raccordements nécessaires pour fournir le gaz aux citoyens sur lesdites rues, avenues, ruelles et places publiques, et aussi de poser une conduite principale de chaque côté des rues principales de la Ville lorsque ce sera nécessaire.

L'entrepreneur ne devra pas, cependant, être tenu de prolonger ses conduites principales pour fournir le gaz à des citoyens résidant à une distance d'au delà de cent cinquante (150) pieds de l'extrémité d'une conduite principale existant déjà, à moins que ce prolongement ne soit requis afin de desservir un nombre suffisant de clients pour garantir à l'entrepreneur un revenu net d'au moins six pour cent (6%) des dépenses à faire de ce chef; dans ces cas, l'on accordera à l'entrepreneur un délai raisonnable pour poser les conduites et les travaux de cette nature se feront dans la saison d'été.

INDEMNITÉS

11.—L'entrepreneur devra indemniser et tenir indemnes la Ville, ses fonctionnaires, agents et serviteurs et chacun d'eux, de toutes poursuites et actions de tout genre intentées contre eux ou quelqu'un d'entre eux, y compris les

The contractor shall also clean, light and extinguish the said lamps.

Removal and changes of location of lamps or posts ordered by the Superintendent or the Light Department shall be made by the contractor at the following prices: six dollars (\$6.00) in summer and seven dollars (\$7.00) in winter season, (winter season to start December 1st, to May 1st.)

ALTERNATIVE PRICE RE PUBLIC LAMPS.

6.—The contractor shall also state in his bid the rate, per thousand (1,000) cubic feet, at which he will furnish the gas to and for public lamps, as well as furnish, connect and maintain the necessary service pipes for said lamps; the City furnishing all accessories, such as lanterns, burners, etc., and undertaking to clean, light, extinguish and maintain the lamps at their own cost and expense.

LIGHTING OF MUNICIPAL BUILDINGS.

7.—The contractor must state in his bid the maximum price per thousand (1,000) cubic feet at which he will supply and furnish gas to all or any of the public buildings or offices which are now, or hereafter may be, under the jurisdiction of the City.

SUPPLY TO CITIZENS.

8.—The contractor shall supply and furnish gas to the citizens residing within the limits of the City, and must state in his bid, the maximum price per thousand (1,000) cubic feet, at which he will supply the gas to the said citizens, for lighting, cooking, heating, power and general manufacturing purposes.

The contractor shall be obliged to lay and keep in regular repair all service pipes to inside of property line, free of cost, in order to supply consumers.

MAINS AND EXCAVATIONS.

9.—The contractor shall have the right to do all necessary works and to lay gas pipes in the streets, avenues, lanes, parks and public places of the said City of Montréal, but the said works shall be made under the control and supervision of the City Surveyor, and the said contractor shall be obliged to give forty eight (48) hours' notice in writing to the said City Surveyor of his intention to open up any streets, etc., for the purpose of laying or repairing pipes, except in case of emergency, when said notice shall be given as soon as possible after such excavations.

The contractor shall be obliged to put said streets, etc., in the same state and condition they were in, before making such excavations, the whole to be, to the satisfaction of the City Surveyor, and in case, the said contractor should delay or refuse to conform to the present clause, within a reasonable time, the said City Surveyor shall have the right to have the said works done at the said contractor's cost and expense. All excavations shall be guarded day and night in accordance with the City by-laws.

CITY POWER TO ORDER PIPES.

10.—The Fire and Light Committee, shall have power to order the contractor to lay the necessary main pipes and connections, to provide for gas services to the citizens of such streets, avenues, lanes and public places, and also to lay a main pipe on each side of the main streets of the City when necessary.

The contractor shall not, however, be called upon to extend main pipes for the purpose of supplying gas to the citizens located beyond one hundred and fifty feet (150) from the end of a then existing main pipe, unless the extension is required to serve a sufficient number of customers who will guarantee to the contractor a net revenue of at least six per cent (6%) of the outlay involved in making the extension, in such cases, the contractor shall be allowed a reasonable time within which to lay the pipes, which shall be done in the summer season.

INDEMNITY.

11.—The contractor shall indemnify and save harmless the City, its officers, agents and servants and each of them, against and from all suits and actions of every name and description brought against them or any of them, includ-

poursuites basées sur la prétendue violation d'un brevet ou d'un droit d'inventeur, et de tous dommages-intérêts et frais qu'ils pourront être appelés à payer à cause de toute telle violation de brevet ou de droit d'inventeur, ou à raison de blessures reçues par des personnes ou de dommages causés à la propriété par négligence ou incurie dans l'exécution des travaux qui doivent être faits en vertu du présent contrat, ou de toute autre cause, ou de toute défektivité des matériaux, machines, outils ou appareils employés à l'exécution desdits travaux, ou de tout acte ou omission de l'entrepreneur, de ses agents ou serviteurs.

LA CITÉ AURA LE DROIT D'INSPECTER LE GAZ ET LES GAZOMÈTRES

12.—La Ville aura le droit de faire inspecter le gaz et les gazomètres fournis par l'entrepreneur, et à cette fin elle pourra nommer un inspecteur qui aura libre accès, en tout temps, aux usines et stations de l'entrepreneur.

LA VILLE NE SERA PAS RESPONSABLE DES SOMMES DUES PAR LES CONSOMMATEURS

13.—L'entrepreneur devra percevoir et recevoir des consommateurs les différents montants que ceux-ci lui devront, sans aucun recours quelconque contre la Ville, qui ne sera responsable que pour les montants dus pour l'éclairage des rues, etc, et des édifices lui appartenant ou étant sous son contrôle

MUNICIPALITÉS ANNEXÉES

14.—L'entrepreneur sera tenu de fournir le gaz aux municipalités avoisinantes lorsqu'elles seront annexées à la Ville de Montréal, et ce aux mêmes prix, conditions et restrictions que celles présentement stipulées, sauf les municipalités où d'autres entrepreneurs ont des droits exclusifs.

RÉGULATEURS

15.—Tout consommateur aura le droit d'acheter et de poser un régulateur automatique à l'issue du compteur, pour régler la pression du gaz.

PLAN DES CONDUITES PRINCIPALES

16.—L'entrepreneur devra fournir au surintendant de l'Eclairage de la Ville un plan des conduites principales.

PREUVE DE L'EXÉCUTION DU CONTRAT

17.—Le ou après le premier jour de chaque mois, pendant la durée de ce contrat, l'entrepreneur devra fournir, à la satisfaction du surintendant de l'Eclairage et de la Commission des Incendies et de l'Eclairage, la preuve qu'il a rempli et exécuté son contrat dans tous ses détails et conditions pendant le mois précédent, et plus particulièrement qu'il a fourni le gaz à la Ville à une pression suffisante et au pouvoir éclairant ci-dessus spécifié.

EXÉCUTION DES TRAVAUX

18.—Les usines et le matériel qui serviront à produire et à distribuer le gaz devront être construits et établis de manière à ne pas nuire à la santé publique et à ne pas causer d'inconfort au public.

LES ÉGOUTS PUBLICS ET LES CONDUITES D'EAU NE DEVRONT PAS ÊTRE DÉRANGÉS AU COURS DE LA POSE DES CONDUITES DE GAZ

19.—Les conduites de gaz devront être posées de manière à ne pas déranger les égouts publics ou raccordements d'égouts, ou les conduites d'eau ou les raccordements de conduites d'eau, ou conduits qui existent actuellement ou qui pourront être posés plus tard dans les rues, avenues, ruelles et places publiques de la Ville.

LA CITÉ SE RÉSERVE LE DROIT D'ACHETER L'USINE, ETC. DE L'ENTREPRENEUR

20.—La Cité de Montréal se réserve, par les présentes, le droit, après six (6) mois d'avis donné par écrit à l'entrepreneur, à l'expiration d'une période de.... ans, à compter de la date du contrat à intervenir, d'acheter dudit entrepreneur tous les réverbères, conduites, usines et matériel à l'usage de l'entrepreneur pour la fabrication du gaz et la fourniture d'icelui à la Ville et aux citoyens, sur paiement à l'entrepreneur de leur valeur, plus dix (10%) p. c. en sus et au delà de leur dite valeur qui sera établie par des arbitres; lesdits arbitres seront nommés comme suit; un par la Cité, un par l'entrepreneur et le troisième

ing suits based on or arising out of alleged infringement of any patent or patent right, and against and from all damages and costs to which they or any of them may be put by reason of any such alleged infringement or by reason of injury to the person or property of another, resulting from negligence or carelessness in the performance of the work to be done under this contract, or otherwise, or from improper or defective material, machinery, implement or appliance used in performing the same, or from any act or omission of the contractor, his agents or servants.

CITY TO HAVE RIGHT TO INSPECT GAS AND METERS.

12.—The City of Montreal shall have the right to provide for the inspection of the gas and meters furnished by the contractor, and to that end appoint an inspector, who shall have free access at all times, to the works and stations of the said contractor.

CITY NOT LIABLE FOR AMOUNT DUE BY CONSUMERS.

13.—The contractor shall directly collect and receive from the gas consumers the several amounts due by them, without any recourse whatever against the City, which shall be liable to pay only the amounts due for the lighting of the streets, etc., and of the buildings owned by it or under its control.

RE-ANNEXED MUNICIPALITIES.

14.—The contractor shall be bound to lay pipes and furnish gas in outlying municipalities, when annexed to the City of Montreal, at the same prices and conditions, and with the same restrictions as herein stipulated except where other contractors have exclusive rights.

GOVERNORS OR REGULATORS.

15.—Every consumer shall have the right to buy and place a self acting governor or regulator at the outlet of the meter, to regulate the pressure of gas.

PLAN OF MAINS.

16.—The contractor shall furnish a plan of mains to the City Light Superintendent.

PROOF OF FULFILMENT OF CONTRACT.

17.—On or after the first day of each month, during the term of this contract, the contractor shall furnish to the satisfaction of the Superintendent of the Light Department, and of the Fire and Light Committee, that he has fully performed and fulfilled his contract in all the particulars and conditions aforesaid, during the preceding month, and particularly, that he has supplied gas to the City under sufficient pressure and at the illuminating candle-power herein before specified.

BUILDING OF WORKS.

18.—That the manufactory or works for the purpose of producing and furnishing gas shall be so constructed, as not to be in any way detrimental to the public health, nor otherwise create a nuisance.

GAS MAINS NOT TO INTERFERE WITH PUBLIC SEWERS, WATER PIPES OR CONDUITS.

19.—The gas mains or pipes shall be laid so as not to interfere with the public sewers or sewer connections or with the water mains or water connections, or conduits, which are now or may hereafter be laid in any of the streets, avenues, lanes and public places of the City.

CITY RESERVE TO PURCHASE PLANT, ETC.

20.—The City of Montreal reserves the right, after six months' (6) notice in writing, given to the contractor after the expiration of a period of.....years from the beginning of the contract to be entered upon, to purchase from said contractor all the lamps, pipes, manufactories and property in use by said contractor, for the manufacture and supply of gas to the City and citizens, by paying to the said contractor the cost of same, with an addition of ten (10) per cent. over and above said cost, which shall be established by arbitrators; the said arbitrators shall be named as follows: one by the City, one by the contractor

ou tiers-arbitre par un juge de la Cour Supérieure siégeant dans et pour le district de Montréal.

DÉPÔT ET CAUTIONNEMENT

21.—Aucune soumission ne sera prise en considération à moins d'être accompagnée d'un certificat attestant qu'un chèque accepté de cinquante mille (\$50,000) dollars, payable à l'ordre du trésorier de la Cité, a été déposé entre les mains dudit trésorier.

Le chèque de l'adjudicataire sera retenu comme garantie de sa bonne foi, ledit montant sera confisqué, comme dommages liquidés, au profit de la Cité de Montréal, dans le cas où l'entrepreneur refuserait ou négligerait de passer un contrat sous trente (30) jours après avoir reçu avis que sa soumission a été acceptée.

Ledit dépôt de cinquante mille (\$50,000) dollars sera remis à l'adjudicataire dès qu'un cautionnement au montant de deux cent mille (\$200,000) dollars aura été fourni par lui à la Ville, comme garantie de l'exécution du contrat, et aussi pour indemniser et tenir indemnes la Ville, ses fonctionnaires, agents ou serviteurs, de toutes poursuites ou actions de quelque genre que ce soit (comme il est dit à l'article 10 de ce cahier des charges). Un intérêt, au taux de 4%, sera alloué sur ledit dépôt pendant le temps qu'il sera retenu par la Ville.

INEXÉCUTION DU CONTRAT

22.—Si l'entrepreneur refuse ou néglige de fournir et de maintenir un service conforme aux conditions contenues dans ce cahier des charges, sauf lorsque son défaut de ce faire résultera directement d'une inondation, d'un incendie ou de dommages causés par force majeure, par des attroupements séditieux ou par les ennemis du Roi, le Conseil pourra annuler ce contrat en donnant un avis par écrit de quatre-vingt-dix (90) jours audit entrepreneur de son intention de rescinder ledit contrat; dans ce cas, la Ville aura le droit d'acheter l'usine, etc., de l'entrepreneur, comme il est dit à l'article 20 du présent cahier des charges; cependant, dans ce cas, le pourcentage de 10% y mentionné sera confisqué comme dommages-intérêts au profit de la Ville.

L'ADJUDICATAIRE DEVRA DÉPOSER UN MONTANT SUFFISANT POUR COUVRIR LE COÛT DES TUYAUX DE GAZ ET DE LA POSE D'ICEUX

23.—L'adjudicataire devra, comme garantie de sa bonne foi, déposer le montant requis pour couvrir le coût des conduites de gaz et de la pose d'icelles dans les rues, avenues, ruelles et places publiques de la Cité de Montréal.

La Cité demandera des soumissions pour lesdits travaux, et se servira des fonds déposés comme garantie pour payer le coût desdites conduites et de leur pose.

L'adjudicataire de la fourniture du gaz aura le droit de soumissionner pour ces travaux.

Le montant déposé comme garantie portera intérêt à quatre pour cent (4%), mais seulement sur le montant restant en banque, aucun intérêt ne devant être payable sur le montant déboursé pendant la durée du contrat pour tels travaux.

OPTION DE LA VILLE D'ACQUÉRIR L'USINE À GAZ ACTUELLE ET DE LA CÉDER À L'ENTREPRENEUR

24.—Si l'entrepreneur l'exige, la Ville, sur garantie satisfaisante fournie par ledit entrepreneur, expropriera l'usine à gaz, le matériel, etc., de la Compagnie du Gaz de Montréal, en vertu de la clause d'expropriation contenue dans le contrat passé entre la présente Compagnie du Gaz et la Cité, et en vertu de laquelle l'usine et le matériel de ladite Compagnie peuvent être acquis et la Ville, après paiement complet du prix d'achat, cédera à l'entrepreneur ladite usine, etc., au prix coûtant (y compris tous les frais d'expropriation) de manière que ledit entrepreneur puisse s'en servir dès que le transport en aura été exécuté, pour fournir le gaz suivant qu'il sera stipulé dans le contrat à être passé.

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

25.—Les soumissionnaires sont requis de faire leurs offres sur les formules préparées par la Commission des Incendies et de l'Éclairage, dont une copie avec une enveloppe spéciale pour y enfermer la soumission, y compris le cahier des charges, dans la forme approuvée par les avocats de la Ville, peut être obtenue sur demande au bureau du surintendant du service de l'Éclairage.

and a third or umpire by a judge of the Superior Court sitting in and for the District of Montreal.

DEPOSIT AND BOND.

21.—No bid or estimate will be considered unless accompanied by a receipt that an accepted cheque for fifty thousand (\$50,000) dollars has been deposited with, and payable to the City Treasurer of Montreal.

The cheque of the successful tenderer will be retained as a guarantee of good faith; said amount to be forfeited as liquidated damages to the City of Montreal in the event of the failure of the contractor to enter into a contract within thirty (30) days after he has been duly notified that his tender has been accepted.

The fifty thousand (\$50,000) dollars deposit to be returned to the contractor when a satisfactory bond to the amount of two hundred thousand (\$200,000) is furnished to the City, in guarantee of the fulfilment of the contract, and also to indemnify and hold harmless the City, its officers, agents or servants, against all suits or actions of every name and description (as provided for in Art. 10 of these specifications.) Interest at the rate of 4% will be allowed on said cash deposit for the time that it is held by the City.

FAILURE TO FULFIL CONTRACT.

22.—Failure on the part of the contractor to furnish and maintain a service in conformity with the conditions contained in these specifications, except where such failure is directly resultant from flood, fire, damages caused by irresistible force, mobs or the King's enemies, shall be sufficient for the Council to annul this contract upon giving ninety (90) days notice in writing to the contractor of the determination to do so; in this case, the City shall have the right to use its option to purchase the plant, etc. as provided for in Art. 20 of these specifications; however, in this case, the 10% thereby mentioned shall be forfeited as liquidated damages to the City.

SUCCESSFUL TENDERER TO DEPOSIT AMOUNT TO COVER COST OF GAS PIPES AND LAYING OF SAME.

23.—The tenderer to whom the contract for the supply of gas is awarded shall, as a guarantee of his good faith, deposit the amount required to cover the cost of the gas pipes and of laying the same in the streets, avenues, lanes and public places of the City of Montreal.

The City shall call for tenders for such work, and shall use the funds deposited as guarantee, to pay the cost of said pipes and of laying the same.

The successful tenderer for the supply of gas shall have the right to make tenders for such work.

The amount deposited as guarantee will bear interest at four per cent. (4%), but only as regards the amount remaining in the bank, no interest to be payable on the amount disbursed during the execution of the contract for said work.

RE OPTION OF THE CITY TO ACQUIRE AND TRANSFER TO THE CONTRACTOR PRESENT GAS PLANT.

24.—If required by the contractors, the City upon satisfactory guarantee being supplied by the contractor, will expropriate the gas plant equipment, etc., of the Montreal Gas Co. by virtue and under the expropriation clause of the agreement existing between the present Gas Co. and the City by which the plant and equipment of the said Company can be acquired and the City on full payment, will transfer same at cost (including all expenses of the expropriation) to be used by the contractor immediately as soon as transfer is completed in supplying gas as provided in the contract to be entered into.

INSTRUCTION TO BIDDERS.

25.—Bidders are requested to make their bids upon the blank form prepared by the Fire and Light Committee, a copy of which, with the proper envelope in which to enclose the bid, including the specification, in the form approved by the City Attorneys, can be obtained upon application therefore at the office of the Superintendent of the Light Department.

DURÉE DU CONTRAT

26.—Le contrat sera fait pour une période de.....à compter du premier mai 1910. Tous les frais de l'acte notarié contenant les conditions du contrat entre la Cité de Montréal et l'entrepreneur seront à la charge de ce dernier.

Le Conseil municipal se réserve le droit de rejeter toute soumission ou d'accepter toute partie d'une soumission selon qu'il le jugera à propos dans l'intérêt de la Ville.

OPINIONS LEGALES

Offres de discontinuer les procédures en annulation des rôles de répartition

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 19 novembre 1906.

A Son Honneur le Maire de la Ville de Montréal.

Monsieur le Maire,

Re REQUÊTE DES PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES SITUÉS SUR LE CÔTÉ OUEST DE LA RUE AMHERST, ENTRE LES RUES SAINTE-CATHERINE ET CRAIG.

Par lettre, en date du 17 octobre dernier, vous nous avez transmis une requête de la part des propriétaires d'immeubles situés sur le côté Ouest de la rue Amherst, entre les rues Sainte-Catherine et Craig, offrant de discontinuer les procédures pour l'annulation du rôle de répartition pour l'élargissement de ladite rue Amherst, à condition que la Ville n'augmente pas l'évaluation de leurs propriétés d'ici à cinq ans.

En réponse, nous avons l'honneur de faire rapport que la Ville ne peut légalement accepter une telle proposition, parce qu'elle n'en a pas l'autorisation, ni par sa charte, ni par les divers actes qui l'amendent. L'évaluation des immeubles, dans les limites de la Ville, se fait annuellement par des estimateurs dûment assermentés, en prenant la valeur alors actuelle desdits immeubles.

Nous avons l'honneur d'être, Monsieur le Maire, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et Avocat en Chef de la Ville.

(Pour les Avocats de la Ville.)

Votes du Conseil relativement à l'augmentation des gages des journaliers

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 20 novembre 1906.

A Son Honneur le Maire de la Ville de Montréal.

Re EXTRAIT DES MINUTES DU CONSEIL CONCERNANT L'AUGMENTATION DES GAGES DES JOURNALIERS.

Monsieur le Maire,

Par votre lettre en date du 20 courant, nous avons été requis de donner notre opinion sur la question suivante concernant l'augmentation des gages des journaliers, savoir:

Question

"Auriez-vous la complaisance d'examiner l'extrait ci-joint des minutes du Conseil, concernant l'augmentation des gages des journaliers et de m'informer si les diverses règles du Conseil ont été observées, et si je puis en toute sécurité donner mon approbation aux mesures qui ont été adoptées à cet égard?"

TERM OF CONTRACT.

26.—The contract will be for a term of (.....) beginning the first of May 1910.

All costs for a notarial deed embodying the terms of the agreement arrived at between the City of Montreal, and the contractor, shall be borne by the latter.

The City Council reserves the right to reject any or all bids or to accept any portion of a bid, as they may deem best for the interest of the City of Montreal.

LEGAL OPINIONS

Offer to discontinue the proceedings to annul Assessment Rolls.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, November 19th, 1906.

To His Worship the Mayor of the City of Montreal.

RE PETITION OF REAL ESTATE OWNERS ON THE WEST SIDE OF AMHERST STREET, BETWEEN STE. CATHERINE AND CRAIG STREETS.

Mr. Mayor,

By letter, dated the 17th October last, you have transmitted us a petition from real estate owners situated on the West side of Amherst street, between Ste. Catherine and Craig streets, offering to discontinue proceedings, for the annulling of the assessment roll for the widening of the said Amherst street, provided the City does not increase the assessment of their property for five years hence.

In answer, we beg to report, that the City cannot legally accept such a proposal, because it has no authority to do so, neither by the Charter, nor by the several acts amending same. The assessment of real estate, within the City limits, is done annually by duly sworn assessors, who fix the actual value of said real estates.

We have the honor to be, Mr. Mayor, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Chief City Counsel and Attorney.

(For the City Attorneys.)

Votes of Council concerning the Increase of Laborers' Wages.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, November 20th, 1906.

To His Worship the Mayor of the City of Montreal.

RE EXTRACT FROM THE MINUTES OF COUNCIL, CONCERNING THE INCREASE OF LABORERS' WAGES.

Mr. Mayor,

By your letter, dated the 20th instant, we were requested to give our opinion on the following question concerning the increase of laborers' wages, to wit:

Question.

"Will you kindly look over the annexed extract from the minutes of the Council concerning an increase of laborers' wages, and inform me if the different rules and regulations of the Council have been complied with, and if I may safely give my approval to the same as adopted."?

Nous avons l'honneur de répondre comme suit:

Réponse

La question qui a été soumise aux votes du Conseil, proposée par M. l'échevin Martin, secondé par M. l'échevin Laviolette, se lit comme suit:

"Que tous les mots après le mot "Que," dans la première ligne du rapport de la Commission des Finances maintenant devant le Conseil, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"...à partir du 1er janvier 1907, tous les journaliers et ouvriers à l'emploi de la Ville reçoivent un salaire minimum de \$1.75 par jour, et que la journée de ces employés soit limitée à 9 heures de travail ou leur semaine à 54 heures de travail; que, à partir du 1er janvier 1907, chaque charretier à l'emploi de la Ville, fournissant une voiture et un cheval, reçoive un salaire de \$2.75 par jour, et que la journée des charretiers soit limitée à 9 heures de travail ou leur semaine à 54 heures de travail; et que la Commission des Finances reçoive instruction de préparer en conséquence les crédits du prochain exercice. Et que toutes résolutions antérieures, fixant les heures de travail et le salaire des journaliers, soient amendées de façon à donner effet à la résolution ci-dessus." Et que, ainsi amendé, ledit rapport de la Commission des Finances soit adopté.

Ce sous-amendement comporte deux questions bien distinctes.

1.—Les gages des journaliers employés par la Ville, et aussi la fixation des heures de travail à la journée et à la semaine;

2.—Les gages des charretiers employés par la Ville et fournissant une voiture et un cheval, et la fixation des heures de travail à la journée et à la semaine.

Il faut ajouter aussi le rappel des résolutions antérieures, fixant les heures de travail et le salaire des journaliers.

Le vote obtenu a été de 18 contre 10, ce qui serait suffisant pour faire décider dans l'affirmative la première partie de l'amendement, parce que la résolution du Conseil, qui fixait autrefois les gages des journaliers, a été abrogée. Mais il n'en est pas de même des gages des charretiers, qui sont fixés déjà par résolution du Conseil, en date du 23 décembre 1901, qui ne peut être abrogée que par un vote affirmatif de la majorité des membres de tout le Conseil, c'est-à-dire vingt-et-un. (Voir règle 64b.)

Nous arrivons à la conclusion que le sous-amendement, tel que proposé, n'a pas obtenu la majorité suffisante et qu'il est entaché de nullité.

Nous devons ajouter, comme explication, que si ledit sous-amendement avait été divisé de façon à appeler le Conseil à voter séparément sur la première et sur la deuxième partie, le vote qui a été donné par le Conseil aurait validé la question des gages des journaliers, attendu qu'il n'y avait pas lieu à reconsidération en cette partie.

Nous sommes d'avis aussi que la clause 42 n'a pas d'application dans l'espèce.

Nous avons l'honneur d'être, Monsieur le Maire, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

*Procureur et Avocat en Chef de la Ville,
(Pour les Avocats de la Ville.)*

Re Rue Gain—Votes requis pour l'adoption de rapports concernant les expropriations d'intérêt général ou d'utilité publique

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 24 novembre 1906.

A Son Honneur le Maire de la Ville de Montréal.

RE MINUTES DU CONSEIL CONCERNANT L'EXTENSION DE LA RUE GAIN.

Monsieur le Maire,

Par votre lettre, en date du 20 courant, nous avons été

We have the honor to answer as follows:

Answer.

The question submitted to the vote of Council, moved by Ald. M. Martin, seconded by Ald. Laviolette, reads as follows:

"That all the words after the word "that" in the first line of said report of the Finance Committee, be erased and replaced by the following:

"From the 1st January 1907, every journeyman and laborer in the employ of the City be paid a minimum salary of \$1.75 per diem, and that the working day of such employees be fixed at 9 hours or the working week at 54 hours; that also from the 1st January 1907, every carter in the employ of the City, supplying a cart and a horse, be paid a salary of \$2.75 per diem, and that the working day of such carters be fixed at 9 hours, or the working week at 54 hours, and that the Finance Committee be instructed to prepare the appropriations for the year 1907 accordingly. And that all previous resolutions, fixing the working hours and the salary of the laborers, be amended so as to give effect to the above resolution." And that so amended, said report of the Finance Committee be adopted.

The said sub-amendment admits of two very distinct questions.

1.—The wages of laborers in the employ of the City, and also the fixing of working hours for a day and for a week;

2.—The wages of carters in the employ of the City, supplying a cart and a horse, and the fixing of working hours for a day and for a week.

We must also add the repeal of previous resolutions, fixing the working hours and the laborers wages.

The vote obtained was 18 against 10, which would be sufficient to decide, in the affirmative, the first part of the amendment, as the resolution of Council which heretofore fixed the laborers' wages was annulled, but it does not apply to the wages of carters which are already fixed by resolution of Council, dated the 23rd of December 1901, which can only be repealed by the affirmative vote of the majority of members of the whole Council, namely twenty-one (see rule 64b). We come to the conclusion that the sub-amendment, as moved, has not obtained a sufficient majority and that it is null.

We must add, as an explanation, that if the said sub-amendment had been divided, so as to vote separately on the first and second part, the vote given by Council would have been valid as to the question of the laborers' wages, whereas said part was not to be reconsidered.

We are also of opinion that clause 42 does not apply in this case.

We have the honor to be, Mr. Mayor, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Chief City Counsel and Attorney,

(For the City Attorneys.)

Re Gain Street—Votes required for the adoption of a report concerning Expropriations of general interest or of public utility.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, November 24th, 1906.

To His Worship the Mayor of the City of Montreal.

Re MINUTES OF COUNCIL CONCERNING THE EXTENSION OF GAIN STREET.

Mr. Mayor,

By your letter, dated the 20th instant, we have been re-

requis de donner notre opinion sur la question suivante concernant l'ouverture de la rue Gain, savoir:

Question

"Auriez-vous l'obligeance d'examiner l'extrait ci-joint des minutes du Conseil concernant le prolongement de la rue Gain, et de me dire si le vote donné en faveur de l'amendement de M. l'échevin Laviolette, secondé par M. l'échevin Martin, à savoir 30 votes affirmatifs, suffit à l'adoption de cet amendement, et si, aux termes de l'article 442 de la Charte, il ne reste plus en ce cas qu'à obtenir le consentement du maire; ou si cet amendement requerrait 31 votes affirmatifs, plus le consentement du maire?"

Nous avons l'honneur de répondre comme suit:

Deux conditions essentielles étaient requises pour faire adopter le rapport concernant l'ouverture de la rue Gain, savoir: le vote affirmatif des trois-quarts des membres du Conseil entier, et de plus, le consentement de Son Honneur le Maire.

Ces conditions semblent onéreuses, mais elles ont été imposées par la Législature, seulement quand il s'agit d'expropriation d'intérêt général ou d'utilité publique parce qu'alors le coût à défrayer est entièrement à la charge de la Ville. Ce serait tout-à-fait différent s'il s'agissait d'expropriation d'intérêt local.

Pour trouver les trois-quarts des membres de tout le Conseil, il faut chercher dans la charte la constitution du Conseil. Or, nous trouvons, à la clause 21, que la Ville de Montréal est gouvernée et ses affaires administrées par un Conseil composé du Maire et de deux échevins par quartier, savoir: quarante-et-un (41) membres en tout.

Nous constatons dans la clause 291, telle qu'amendée par 3 Ed. VII, chap. 62, que le quorum du Conseil comprend maintenant un tiers de tous les membres du Conseil, tandis qu'en 1899 il comprenait un tiers des membres du Conseil, à l'exclusion du Maire; ce qui nous fait dire aujourd'hui que le Maire forme partie intégrante de la composition du Conseil et, par conséquent, la totalité des membres est de quarante-et-un (41) et non pas de quarante (40); partant, les trois-quarts des membres du Conseil doivent être de trente-et-un membres. C'est là l'interprétation uniforme donnée par le Département en Loi sur cette question depuis la refonte de notre Charte.

C'est pourquoi nous arrivons à la conclusion que le vote affirmatif de trente membres du Conseil, sur l'amendement proposé par M. l'échevin Laviolette et secondé par M. l'échevin Martin, est insuffisant parce qu'il fallait au moins trente-et-un, et, de plus, il fallait l'assentiment du Maire comme condition additionnelle.

Nous avons l'honneur d'être, Monsieur le Maire, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et avocat en chef de la Ville.
(Pour les Avocats de la Ville.)

quired to give our opinion on the following question concerning the opening of Gain street, to wit:

Question.

"Will you kindly glance over the annexed extract from the minutes of Council, concerning the extension of Gain street, and tell me if the vote given in favor of the amendment made by Ald. Laviolette and Ald. Martin, viz: 30 affirmative votes, is sufficient to declare said amendment adopted, there remaining only the consent of the Mayor to be obtained, as enacted by Art. 442 of the Charter, or was it necessary that said amendment should receive the affirmative vote of 31 members of Council, plus the consent of the Mayor."

We have the honor to answer as follows:

Two essential conditions were required to vote the adoption of the report concerning the opening of Gain street, to wit: the affirmative vote of three-fourths of the members of the whole Council, and moreover, the consent of His Worship the Mayor.

These conditions seem to be onerous, but they have been imposed by the Legislature only in cases of expropriations of general interest or for public utility, the City being then called upon to defray entirely the cost of same. It would be altogether different if it were an expropriation of local interest.

To find out what constitutes the three-fourths of Council, we must seek in the Charter the Constitution of Council. Now, we find in clause 21, that the City of Montreal is governed, and its affairs are administered, by a Council consisting of a mayor and of two aldermen for each ward, to wit, forty-one (41) members in all.

We notice in clause 291, as amended by 3 Ed. VII, chap. 62, that the quorum of the Council is constituted now by one third of all the members of Council, whilst in 1899, it was composed of one third of the members of Council, excluding the Mayor, which leads us to say, to-day, that the Mayor forms an integrant part of the composition of Council and, consequently, the total number of members is forty-one (41) and not forty (40); so, the three-fourths of the members of Council must be thirty-one members. Such is the unanimous interpretation given by the Law Department on this question since our Charter has been revised.

We therefore come to the conclusion that the affirmative vote of thirty members of Council, on the amendment moved by Ald. Laviolette seconded by Ald. Martin, was insufficient, because thirty-one at least, were needed, and moreover, the consent of the Mayor was also necessary, as an additional condition.

We have the honor to be, Mr. Mayor, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Chief City Council and Attorney.
(For the City Attorneys.)

DELIBERATIONS

COMMISSION DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 16 novembre

Sont présents: MM. les échevins Lavallée, président, Payette, L.-A. Lapointe, White, Proulx, J.-B.-A. Martin, Sadler, Dagenais, Larivière et Lévy.

1.—Scumise une lettre de la succession Sheppard, relativement à l'expropriation de la rue Sherbrooke.

Résolu: De la renvoyer à la Commission de la Voirie et de lui demander de fournir tous les renseignements nécessaires sur le coût approximatif de cette expropriation et sur les moyens à prendre pour faire cette amélioration en deux sections, jusqu'aux limites Est de la Ville, et de la manière la plus pratique.

2.—Certains amendements sont suggérés concernant les expropriations et les articles 427, 450, 453, 454 et 554 de la Charte, ainsi que relativement aux emprunts et aux articles 351 et 355, aux articles 23 et 378, 396, 484, à la section 22 du projet de bill concernant la vente des propriétés substituées, et à l'article 541. Ces amendements sont renvoyés au Département en Loi.

Le projet de loi étant alors pris en considération, l'article 15 est adopté.

L'article 16 est adopté, mais le paragraphe K, à la demande de M l'échevin White, est suspendu et il est

Résolu: De demander au Département en Loi de s'entendre avec M l'échevin White pour amender ce paragraphe de manière à atteindre certaines personnes ou compagnis faisant des prêts sur gages ou sur d'autres garanties sans avoir obtenu aucune licence.

Les articles 17, 18, 19 sont adoptés; "1907" est ajouté à la fin de l'article 19.

L'article 20 est adopté moins le dernier alinéa concernant les ventes par le shérif, lequel alinéa est envoyé au Département en Loi.

Les articles 21 et 22 sont adoptés.

L'article 23 est suspendu et renvoyé aux avocats afin de voir, s'il s'accorde avec les amendements suggérés par M Robb sur cette question.

L'article 24 est aussi suspendu et renvoyé au Département en Loi afin de voir s'il est rédigé de manière à atteindre l'objet en vue.

L'article 25 est biffé.

L'article 26 est adopté.

L'article 27 est suspendu et renvoyé au Département en Loi relativement à la manière de faire la répartition et à l'avis.

L'article 28, amendant l'article 455 de la Charte, est suspendu et renvoyé au Département en Loi afin de remplacer le mot "égouts" et le mot "poser", et de le rédiger plus clairement.

Il est aussi

Résolu: D'amender l'article 455 de la Charte en biffant les mots "sur demande de la majorité des propriétaires en nombre et en valeur des immeubles riverains, etc." et en le rédigeant en conséquence.

L'article 29, concernant la taxe sur les assurances, est suspendu et renvoyé au Département en Loi.

Ajournement.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

LEGISLATION COMMITTEE

Report of Meeting held the 16th of November.

Present: Ald. Lavallée, chairman, Payette, L. A. Lapointe, White, Proulx, J. B. A. Martin, Sadler, Dagenais, Larivière and Lévy.

1.—Submitted a letter from the estate Sheppard re expropriation of Sherbrooke street.

Resolved: That the matter be referred to the Road Committee for the necessary information as to the approximate cost of said expropriation, and on the measures to be taken to proceed with said improvement in two sections down to the Eastern limits of the City; also the way to effect the improvement in the most practical manner.

2.—Amendments were then suggested concerning expropriations and articles 427, 450, 453, 454 and 554 of the Charter; also concerning loans, and articles 351 and 355, articles 23, 378, 396 and 484. Amendments to the proposed bill concerning the sale of substituted properties and article 541 were also suggested.

Said amendments were referred to the Law Department. The proposed Bill of the City being then considered, article 15 was agreed to.

Article 16 was agreed to, but paragraph K, at the request of Ald. White, was suspended, and it was

Resolved: That the Law Department be asked to confer with Ald. White in order to amend said paragraph so as to reach certain persons or companies dealing as pawn brokers, or in other securities without any license.

Articles 17, 18, 19 were agreed to; "1907" was added at the end of article 19.

Article 20 was agreed to, except the last paragraph concerning sales by the sheriffs, which paragraph was referred to the Law Department.

Articles 21 and 22 were agreed to.

Article 23 was suspended and referred to the City Attorneys in order to ascertain whether it agrees with the amendments suggested by Mr. Robb on this question.

Article 24 was also suspended and referred to the Law Department to ascertain whether it is drafted so as to attain the object in view.

Article 25 was struck.

Article 26 was agreed to.

Article 27 was suspended and referred to the Law Department, concerning the manner of preparing "apportionment," and "notice."

Article 28, amending article 455 of the Charter, was suspended and referred to the Law Department, in order to replace the word "sewers" and the word "place" and to draft same more clearly.

It was also

Resolved: That article 455 be amended by striking therefrom the words "at the request of the majority of proprietors in number and in value of bordering real estate, etc.", and to draft the same accordingly.

Article 29 concerning the tax on insurance companies, was suspended and referred to the Law Department.

Adjourned.

L. O. DAVID,
City Clerk.

COMMISSION DES INCENDIES ET DE L'ECLAIRAGE

Compte rendu de l'assemblée du 21 novembre

Sont présents: MM. les échevins Yates, président, Duquette, Ward, David, Laviolette, Labrecque et Mercier.

1.—Soumise et lue une demande de M. W.-P. Kearney, à l'effet d'ériger un garage pour la vente des automobiles, pour l'emmagasinage de la gazoline, pour y établir des ateliers, etc., sur le lot No 1592 du cadastre, côté Ouest de la rue Guy au Sud de la rue Sainte-Catherine. Est aussi soumise et lue une requête contre la construction du garage en question.

M. Barnard, avocat, se présente devant la Commission au nom de propriétaires et de résidents de la rue Guy qui s'opposent énergiquement à l'érection d'un garage sur la rue Guy.

M. Kearney, le requérant, se présente également et déclare que ledit garage doit être érigé conformément aux règlements de la Ville, que la gazoline sera emmagasinée à six pieds sous terre, de façon à ne constituer aucun danger d'explosion.

Vu la forte opposition des propriétaires et des résidents de ce district, et aussi la menace que l'établissement de ce garage constitue pour la sécurité et pour la santé publiques,

M. l'échevin Ward

Propose: Que ne soit pas prise en considération cette demande de permission, et qu'un rapport en conséquence soit présenté au Conseil.

M. l'échevin Mercier propose en

Amendement: De présenter au Conseil un rapport recommandant que ladite demande de permission soit renvoyée à la Commission d'Hygiène et de Statistiques avec prière de préparer un rapport sur l'inconvénient de l'établissement dudit garage ainsi que sur la menace que cet établissement peut constituer pour la santé et pour la sécurité publiques.

Ledit amendement étant mis aux voix, la Commission se partage:

Pour: Mercier, Duquette et Ward—3.

Contre: Labrecque, Laviolette et David—3.

Ledit amendement est ainsi négatif.

La proposition principale étant mise aux voix, la Commission se partage:

Pour: Labrecque, Laviolette, Duquette, David et Ward—5.

Contre: Mercier—1.

Ladite proposition est ainsi affirmativée, et il est

Résolu: En conséquence.

2.—Soumise et lues les requêtes suivantes:

(a) De M. G.-E. Forbes, à l'effet d'ériger un édifice ("Mill Construction") de plus de 60 pieds de hauteur au No 11 de la rue Sainte-Hélène, quartier Ouest.

(b) De M. Charles Desjardins, à l'effet d'ouvrir une cour à bois et une dépôt de fourrage au Nos 277 et 278 de la rue Marie-Anne, quartier Duvernay.

(c) De M. J.-J. Petitclair, à l'effet d'ériger une machine à gaz de 10 chevaux-vapeur au No 188 de la rue Amherst, quartier Saint-Jacques.

Aucune objection n'était présentée et l'inspecteur des Edifices ayant fait des rapports favorables, il est

Résolu: Que soient accordées les permissions demandées et que des rapports en conséquence soient présentés au Conseil.

(d) De la "Shearer Brown & Mills Co.", à l'effet d'ériger une scierie aux Nos 4, 5 et 6 du bassin Wellington, quartier Saint-Anne.

Renvoyée à l'inspecteur des Edifices.

3.—Soumises et lues les communications suivantes:

(a) De M. W.-B. Rivet demandant à acheter quinze avertisseurs du département des Alarmes. Sur proposition de M. l'échevin Duquette, il est

Résolu: D'autoriser le surintendant des Alarmes d'incendie à vendre, à raison de \$20 l'un, les avertisseurs qui ont été mis de côté et qui ne sont plus en usage.

(b) De la "Saraguay Electric Light & Power Co." re fourniture de pouvoir et de lumière électriques dans les limites de la Ville de Montréal.

M. E. Champagne, directeur-gérant de ladite Compagnie, se présente devant la Commission et déclare que la "Sa-

FIRE AND LIGHT COMMITTEE

Report of Meeting held the 21st of November.

Present: Ald. Yates, chairman, Duquette, Ward, David, Laviolette, Labrecque and Mercier.

1.—Submitted and read an application from Mr. W. P. Kearney for permission to erect an automobile garage, for the storage of gasoline, the sale of automobiles, workshop, etc., on lot cadastral No. 1592, west side of Guy street, south of Ste. Catherine street; also a petition against the said automobile garage.

Mr. Barnard, advocate, appeared before the Committee, on behalf of the land owners, proprietors and residents of Guy street, who are strongly opposed to the erection of an automobile garage on said street.

Mr. Kearney, petitioner, also appeared before the Committee, stating that the said automobile garage would be erected according to the City by-law, and that gasoline would be placed six (6) feet under ground, and that there would be no possible danger of explosion.

In view of the strong opposition from land owners, proprietors and residents of the district, and considering the danger from said garage to public health and safety,

Ald. Ward

Moved: That the permission sought for be not entertained, and that a report made to Council accordingly.

Ald. Mercier moved in

Amendment: That a report be made to Council recommending that the said application be referred to the Hygiene and Statistics Committee for a report, as to the nuisance of said garage; also as to health and safety of the public.

The amendment being put, the Committee divided:

Yeas: Mercier, Duquette and Ward—3.

Nays: Labrecque, Laviolette and David—3.

So it was lost.

The main motion being put, the Committee divided:

Yeas: Labrecque, Laviolette, Duquette, David and Ward—5.

Nays: Mercier—1.

The said motion being in the affirmative, it was

Resolved: Accordingly.

2.—Submitted and read the following applications:

(a) From Mr. G. E. Forbes, for permission to erect a building "Mill Construction" of more than 60 feet high, at No. 11 Ste. Helen street, west ward.

(b) From Mr. Chas. Dagenais for permission to open a wood yard and feed store, at No. 277 and 278 Marie-Anne street, Duvernay ward.

(c) From Mr. J. J. Petitclair for permission to instal a gas engine of 10 horse power, at No. 188 Amherst street, St. James ward.

The Building Inspector reporting favorably thereon, and there being no opposition, it was

Resolved: That the permissions sought for be granted and reports made to Council accordingly.

(d) From Shearer, Brown & Mills Co. for permission to erect a building to be used as a saw mill on lot Nos. 4, 5 and 6 Wellington basin, St. Ann's ward.

Referred back to the Building Inspector.

3.—Submitted and read the following letters:

(a) From Mr. W. B. Rivet asking to purchase 15 alarm boxes from the Fire Alarm Department.

On motion of Ald. Duquette, it was

Resolved: That the superintendent of the Fire Alarm Department be authorized to sell the discarded fire alarm boxes not in use at \$20 each.

(b) From the Saraguay Electric Light & Power Co. re the supply of electric light and power in the City of Montreal.

Mr. E. Champagne, manager of said Company, appeared before the Committee, stating that the company's in-

raguay Electric Light & Power Co." n'a pas l'intention de combattre la "Montreal Light, Heat & Power Co.", mais demande seulement le droit de vendre sa marchandise dans les limites de la Ville.

Après une longue discussion, et étant donné qu'ont été présentés plusieurs demandes de permission de fournir de l'électricité, pour l'éclairage et pour la force motrice, dans les limites de la Ville, il est

Résolu: Qu'une sous-commission, composée de MM. les échevins Laviolette, Ward et David, soit instituée pour étudier les diverses requêtes qui ont été présentées à cet effet.

(c) Du surintendant des Alarmes d'incendie demandant que des paletots, des gants de daim et des pardessus (chaussures) soient fournies aux réparateurs de fils du service des Alarmes.

Sur proposition de M. l'échevin Laviolette, il est

Résolu: D'accéder à cette requête.

(d) Du chef du service des Incendies *re* appareils de sauvetage en contravention avec la section 115 du règlement 260 concernant les édifices, et recommandant que ledit règlement soit rigoureusement mis en vigueur.

Sur proposition de M. l'échevin Laviolette, il est

Résolu: Que l'inspecteur des Edifices reçoive instruction de faire observer ledit règlement dans toute sa force.

(e) De M. A.-F. Dunlop, architecte, demandant un acompte de \$1,500 sur l'exécution des travaux de la caserne No 5.

Renvoyée à la sous-commission *re* Caserne No 5.

4.—Soumises et lues les opinions suivantes du Département en Loi:

(a) *Re* Lettre de la "Montreal Light, Heat & Power Co." relativement au remplacement des lampes incandescentes par des lampes à arc dans la ci-devant municipalité de Villeray, faisant maintenant partie du quartier Saint-Denis.

(b) *Re* Rapport de la sous-commission relativement à la fourniture de la lumière et du pouvoir électriques aux citoyens de Montréal par la municipalité de Westmount.

Question différée jusqu'à la prochaine assemblée.

5.—Soumis et lus les rapports suivants:

(a) Du chef du service des Incendies répondant à certaines questions de M. l'échevin Houllé au sujet de la caserne No 17.

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et qu'un rapport en conséquence soit présenté au Conseil.

(b) Du chef du service des Incendies se plaignant des tramways qui passent sur les boyaux, durant les incendies, et relatant les circonstances de l'accident survenu à la voiture d'échelles de la caserne No 19 qui a été tamponnée par un tramway.

Question différée.

(c) De l'inspecteur des Chaudières, *re* fumée.

Question différée jusqu'à la prochaine assemblée.

6.—Soumis et lu un extrait des minutes de la Commission des Finances *re* borne-fontaine additionnelle auprès de l'établissement de MM. R.-E.-S. Pringle & Cie.

Renvoyé au chef du service des Incendies.

7.—Est de nouveau prise en considération la requête de la "Montreal Amusement Co.", à l'effet de construire un patinoir à l'angle des rues Fort et Sainte-Catherine. Attendu que ladite requête n'est pas conforme au règlement 260 concernant la construction, non plus qu'au règlement No 399 concernant la construction sur la rue Sainte-Catherine, il est

Résolu: Que ladite requête ne soit pas prise en considération et qu'un rapport en conséquence soit présenté au Conseil.

8.—Soumis et lus des comptes, au montant de \$30, pour dépenses encourues par l'inspecteur des Edifices durant le voyage qu'il a fait à Londres pour assister au Congrès International des Architectes, tenu en cette ville du 16 au 21 juillet dernier.

Sur proposition de M. l'échevin Labrecque, il est

Résolu: Que ces comptes soient payés.

9.—Sur proposition de M. l'échevin Duquette, il est

Résolu: Que la sous-commission *re* cahier des charges pour la fourniture du gaz soit autorisée à préparer ledit cahier des charges et qu'une assemblée de la Commission soit convoquée, vendredi, à 4 heures p.m. pour l'étudier.

10.—Sur proposition de M. l'échevin Labrecque, il est

Résolu: Qu'un protêt soit servi à MM. H.-R. Ives & Cie, entrepreneurs des travaux d'architecture en fer à la caserne No 5, dont le retard a empêché les autres entrepre-

tention was not to fight the Montreal Light, Heat & Power Co., but simply ask the right to sell their goods in the limits of the City.

After serious discussion, and taking into consideration that several applications for the supply of electric energy, for lighting and power, in the limits of the City, had been received, it was

Resolved: That a sub-committee, composed of Ald. Laviolette, Ward and David, be appointed to consider the different applications received:

(c) From the Superintendent of the Fire Alarm Department asking that overcoats, buckskin gloves and over-shoes, be supplied to the linemen of the Fire Alarm Department.

On motion of Ald. Laviolette, it was

Resolved: That the request be acceded to.

(d) From the Chief of the Fire Department *re* fire escapes that are not in accord with section 115 of the Building by-law No. 260, and recommending that the said by-law be vigorously enforced.

On motion of Ald. Laviolette, it was

Resolved: That the Building Inspector be instructed to enforce the said by-law to its fullest extent.

(e) From Mr. A. F. Dunlop, architect, asking that the sum of \$1,500 be paid him on account *re* No. 5 fire station.

Referred to the sub-committee *re* No. 5 fire station.

4.—Submitted and read the following City Attorneys' opinions:

(a) *Re* letter from the Montreal, Light, Heat & Power Co. in reference to the substitution of incandescent lamps for arc lamps, in the former municipality of the village of Villeray, now forming part of St. Denis ward.

(b) *Re* report from the sub-committee in reference to the municipality of Westmount, supplying electric energy for lighting, to the citizens of Montreal.

Consideration deferred till next meeting.

5.—Submitted and read the following reports:

(a) From the Chief of the Fire Department *re* certain questions asked by Ald. Houllé concerning No. 17 fire station.

Resolved: That said report be received and a report made to Council.

(b) From the Chief of the Fire Department *re* street cars running over fire hose while at fires; and accident caused to No. 19 fire station ladder which was struck by a street car.

Consideration deferred.

(c) From the Boiler Inspector *re* smoke nuisance.

Deferred till next meeting.

6.—Submitted and read an extract from the minutes of the Finance Committee *re* additional hydrant, near the manufactory of Messrs. R. E. S. Pringle & Co.

Referred to the Chief of the Fire Department.

7.—The application from the Montreal Amusement Co. for the erection of a skating rink, corner of Fort and Ste. Catherine streets, was again taken up, and, whereas said petitioner's application was not in conformity with the building by-law No. 260, and by-law No. 399 concerning the erection of buildings on Ste. Catherine street, it was

Resolved: That the application be not entertained and a report made to Council accordingly.

8.—Submitted and read several accounts to the amount of \$30 from the Building Inspector *re* expenses incurred while attending the International Congress of Architects held in London, (England) from July 16th to 21st.

On motion of Ald. Labrecque, it was

Resolved: That the accounts be paid.

9.—On motion of Ald. Duquette, it was

Resolved: That the sub-committee *re* specifications for gas contract be authorized to prepare said specifications, and that a special meeting of the Committee be called for Friday, at 4 o'clock p.m. to consider same.

10.—On motion of Ald. Labrecque, it was

Resolved: That Messrs. H. R. Ives & Co. contractor for architectural iron work, at No. 5 fire station, be protested

neurs de commencer leurs travaux de construction à ladite caserne.

11.—Soumis et lu un protêt de la "Locomotive Machine Co." re caserne No 5.

Déposé aux archives.

12.—A la suggestion de M. le président, il est

Résolu: D'inviter les membres de cette Commission à se rendre à la caserne No 6, mardi, le 27 courant, à 2.30 hrs p.m., afin de visiter et d'inspecter les ateliers du service des Incendies, et d'inviter aussi à cette inspection le président de la Commission des Finances.

13.—Une déléation de l'Association des Electriciens se présente devant la Commission au sujet de l'établissement d'une inspection civique des fils électriques dans la Ville.

Résolu: Qu'une sous-commission, composée de M. le président et de MM. les échevins Labrecque et Mercier, soit instituée pour étudier cette question.

Adjournement.

Z.-S. MELOCHE,
Secrétaire.

COMMISSION DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 22 novembre

Sont présents: MM. les échevins Lavallée, président, Payette, L.-A. Lapointe, Dagenais, Lévy, J.-B.-A. Martin, Lévesque et Larivière.

L'article 30 du projet de loi est adopté.

L'article 30½ est biffé.

L'article 31 est biffé.

L'article 32 étant pris en considération, il est

Résolu: De le modifier en retranchant ce qui a rapport au Sault-au-Récollet, et de demander à la Commission de la Voirie de faire une nouvelle désignation et un nouveau plan du territoire à annexer dans la paroisse de St-Laurent.

Les articles 33 et 34 sont adoptés.

L'article 35 étant discuté, M. l'échevin L.-A. Lapointe

Propose: Que la clause soit modifiée en y ajoutant le mot "permanentes" après le mot, "améliorations" et en retranchant les quatre dernières lignes, et que, ainsi amendée, elle soit adoptée.

M. l'échevin Payette propose en

Amendement: Que la clause soit amendée en déclarant que les \$50,000 seront employés uniquement à faire des améliorations permanentes sur l'île Ste-Hélène, en retranchant les quatre dernières lignes et en déclarant que la somme de \$250,000 sera ajoutée à la dette fondée.

Ledit amendement étant mis aux voix, la Commission se partage:

Pour: Payette, Martin, Larivière et Lévesque—4.

Contre: Lévy, Dagenais et Lapointe—3.

Ledit amendement est ainsi affirmatif.

Les articles 36, 37 et 38 sont adoptés.

L'article 39 étant pris en considération, il est

Résolu: Que les mots "insaisissables" et "chronique" soient retranchés.

M. l'échevin Lapointe

Propose: Que le vote sur l'amendement de M. l'échevin Payette, concernant les \$50,000 de l'île Sainte-Hélène, soit repris en considération.

Cette proposition étant mise aux voix, la Commission se partage:

Pour: Lévy, Larivière, Lévesque et Lapointe—4.

Contre: Dagenais, Payette, Martin et Lavallée—4.

Vu le partage égal des voix, ladite proposition est négative.

L'article 40 étant pris en considération, le 1er et le 2e alinéas (482a) sont adoptés.

M. l'échevin Dagenais

Propose: Que l'alinéa 482b soit adopté en en biffant ce qui a rapport au temps pendant lequel les Recorders devraient continuer leurs fonctions.

Cette proposition étant mise aux voix, la Commission se partage:

Pour: Lévy, Dagenais, Martin et Lapointe—4.

Contre: Payette, Larivière, Lévesque et Lavallée—4.

for the delay caused by them, preventing other contractors commencing their work on said station.

11.—Submitted and read a protest from the Locomotive Machine Co. re No. 5 fire station.

Filed of record.

12.—At the suggestion of the chairman, it was

Resolved: That the members of the Committee be requested to meet, at No. 6 fire station, on Tuesday, the 27th instant, at 2.30 p.m., for the purpose of visiting and inspecting the workshop of the Fire Department, and that the chairman of the Finance Committee be invited to attend.

13.—A deputation from the Association of Electricians appeared before the Committee, re the establishment of a civic inspection bureau for the purpose of inspecting electric wiring in the City.

Resolved: That a sub-committee, composed of the chairman, Ald. Labrecque and Mercier, be appointed to study the project.

Adjourned.

Z S MELOCHE,
Secretary.

LEGISLATION COMMITTEE.

Report of Meeting held the 22nd of November.

Present: Ald. Lavallée, chairman, Payette, L. A. Lapointe, Dagenais, Lévy, J. B. A. Martin, Lévesque and Larivière.

Article 30 of the proposed bill was agreed to.

Article 30½ was struck.

Article 31 was struck.

Article 32 being discussed, it was

Resolved: To modify same by striking therefrom the item concerning the Sault au Récollet, and to ask the Road Committee to draft a new designation and a new plan of the territory of the parish of St. Laurent to be annexed.

Articles 33 and 34 were agreed to.

Article 35 being discussed,

Ald. L. A. Lapointe

Moved: That said clause be modified by adding thereto the word "permanent" after the word "improvements" and by striking therefrom the four last lines, and that, so amended, it be agreed to.

Ald. Payette moved in

Amendment: That said clause be amended by declaring that the \$50,000 be spent solely for the purpose of making permanent improvements on Ste. Helen's Island; by striking the last four lines and stating that the sum of \$250,000 be added to the consolidated debt.

The said amendment being put, the Committee divided:

Yeas: Payette, Martin, Larivière and Lévesque—4.

Nays: Lévy, Dagenais and Lapointe—3.

The said amendment was thus carried.

Articles 36, 37 and 38 were agreed to.

Article 39 being considered, it was

Resolved: That the words "unattachable" and "chronic" be struck therefrom.

Ald. Lapointe

Moved: That the vote on Mr. Payette's amendment, concerning the \$50,000 of Ste. Helen's Island, be reconsidered

The vote being taken on said motion, the Committee divided:

Yeas: Lévy, Larivière, Lévesque and Lapointe—4.

Nays: Dagenais, Payette, Martin and Lavallée—4.

The vote being equally divided, the motion was lost.

Article 40 being considered, the 1st and 2nd paragraphs (482a) were agreed to.

Ald. Dagenais

Moved: That paragraph 482b be agreed to after striking therefrom that which concerns the time during which the Recorders should continue to exercise their functions.

The motion being put, the Committee divided:

Yeas: Lévy, Dagenais, Martin and Lapointe—4.

Nays: Payette, Larivière, Lévesque and Lavallée—4.

Vu le partage égal des voix, ladite proposition est négative.

Il est alors

Résolu: Que l'alinéa 482c soit biffé.

L'article 41 étant pris en considération, il est

Résolu: De le biffer.

Certains amendements de l'article 353a de la Charte, concernant les marchés, étant discutés, il est

Résolu: D'en suspendre l'examen et de les soumettre au Département en Loi.

L'article 45 est adopté, si le Département en Loi constate que c'est nécessaire.

L'article 47 est adopté. (MM. les échevins Payette et Dagenais dissidents.)

Des amendements suggérés par l'Inspecteur des Edifices sont renvoyés à la Commission des Incendies et de l'Eclairage et au Département en Loi.

Il est alors

Résolu: D'adopter certains amendements suggérés par M. Robb concernant les articles 351 et 355, ainsi que certains amendements suggérés par M. Barlow concernant les articles 454 et 554 en ce qui regarde les avis à être donnés dans certains cas.

La question des avis et de l'opportunité d'avoir deux bills étant prise en considération,

M. l'échevin Lapointe

Propose: Que la résolution adoptée pour présenter deux bills soit reprise en considération.

Adoptée. (M. l'échevin Payette dissident.)

M. l'échevin Lapointe

Propose: Que les clauses contenues dans le projet de loi de l'an dernier, adoptées par la Législature concernant le gaz, les conduits souterrains, l'octroi de franchises à certaines compagnies ou corporations, et les emprunts nécessaires en rapport avec le gaz et les conduits souterrains, soient insérées dans le bill qui sera soumis à la prochaine session de la Législature.

Adopté (M. les échevins Payette et Larivière dissidents.)

Il est alors proposé par l'échevin L.-A. Lapointe et

Résolu: Qu'il soit question, dans les avis, d'amendements concernant l'observance du dimanche.

Ajournement.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

COMMISSION DES MARCHES

Compte rendu de l'Assemblée du 22 novembre

Sont présents: MM. les échevins Lévy, président, Bumbray, Turner, Séguin and Guay.

1.—Soumise et lue une lettre de M. R. Bissonnette, locataire du marché Bonsecours, demandant à louer l'étal de boucher No 1 dudit marché, à raison de \$2.00 par semaine.

Résolu: D'acquiescer à cette demande.

2.—Soumis et lu un extrait des minutes de la Commission des Finances, en date du 9 novembre courant, autorisant les avocats de la Ville à protester la compagnie "D. B. Martin, Limited" relativement aux plaintes formulées par les bouchers contre ladite Compagnie, et donnant aussi instruction à M. Bienvenu, surintendant du service des Licences, à ne pas octroyer de licence d'étal privé de boucher jusqu'à nouvel ordre.

Résolu: Que cet extrait des minutes soit reçu et accepté.

3.—Soumise et lue une requête de la "Wells Lyons Co." demandant une licence d'étal privé de boucher pour faire le commerce de viande dans une pièce attenante aux établissements de la Compagnie D.-B. Martin, rue Frontenac.

Résolu: De différer la prise en considération de cette demande à une prochaine assemblée.

4.—Sont ouvertes les soumissions suivantes pour la construction d'abris en acier sur les plates-formes de la Place LeRoyer:

	Soumissions.	Dépôts.
Brouillet & Lessard	\$12,700	\$1,270
Cadieux & Briard	13,500	1,350
T. Charpentier	13,990	1,500
Jos. Senécal	14,694	1,470

The vote being equally divided, the said motion was lost. It was then

Resolved: That paragraph 482c be struck.

Article 41 being considered, it was

Resolved: That it be struck.

Amendments to article 353a, of the Charter, concerning markets, being discussed, it was

Resolved: To suspend the consideration of same and to refer it to the Law Department.

Article 45 was agreed to, if the Law Department finds it necessary.

Article 47 was agreed to. (Ald. Payette and Dagenais dissenting.)

Amendments suggested by the Building Inspector were referred to the Fire and Light Committee and to the Law Department.

It was then

Resolved: That certain amendments suggested by Mr. Robb concerning articles 351 and 355, and also certain amendments suggested by Mr. Barlow concerning articles 454 and 554, *re* notices to be given in certain cases, be agreed to.

The question of notices, and of the opportunity of presenting two bills, being considered,

Ald. Lapointe

Moved: That the resolution adopted, to the effect that two bills should be presented, be reconsidered.

Carried. (Ald. Payette dissenting.)

Ald. Lapointe

Moved: That the clauses contained in the proposed bill of last year, adopted by the Legislature, concerning gas, underground conduits, granting of franchises to certain companies or corporations and the necessary loans, (with regard to gas and underground conduits), be inserted in the bill to be submitted at the next session of the Legislature.

Carried. (Ald. Payette and Larivière dissenting.)

It was then moved by Ald. Lapointe, and

Resolved: That, in the notices, amendments concerning Sunday observance, be mentioned.

Adjourned.

L.-O. DAVID,
City Clerk.

MARKET COMMITTEE

Report of Meeting held the 22nd of November.

Present: Ald. Lévy, chairman, Bumbray, Turner, Séguin and Guay.

1.—Submitted and read a letter from Mr. R. Bissonnette, tenant at Bonsecours Market, asking to rent butcher's stall No. 1 of said market, at \$2.00 per week.

Resolved: To grant said request.

2.—Submitted and read an extract from the minutes of the Finance Committee, dated the 9th November instant, authorizing the City Attorneys to protest the D. B. Martin Co., Ltd., against complaints made by butchers against said company, and also giving instructions to Mr. Bienvenu, superintendent of the License Department, not to grant said company any license for a butcher's private stall, until further orders.

Resolved: That said extract of minutes be received and accepted.

3.—Submitted and read a petition from the Wells Lyons Co. asking a license for butcher's private stall, in order to trade in meat in a place adjoining the premises of the D. B. Martin Co., on Frontenac street.

Resolved: That consideration of said matter be deferred till next meeting.

4.—The following tenders, for the erection of steel shelters over the platforms of LeRoyer place, were then opened:

	Tenders.	Deposits.
Brouillet & Lessard	\$12,700	\$1,270
Cadieux & Briard	13,500	1,350
T. Charpentier	13,990	1,500
Jos. Senécal	14,694	1,470

Sur proposition de M. l'échevin Bumbray, il est
Résolu: Que la plus basse soumission reçue, celle de MM. Brouillet & Lessard, soit acceptée, et que le contrat pour l'exécution des travaux en question leur soit accordé au prix spécifié, soit \$12,700; que lesdits travaux soient commencés immédiatement après la signature du contrat et complétés dans les de cette date et qu'un rapport soit présenté au Conseil en conséquence.

Sur proposition de M. l'échevin Turner, il est
Résolu: De remettre aux autres soumissionnaires suivants le dépôt effectué par eux avec leur soumission:

Cadieux & Briard	\$1,350
T. Charpentier	1,500
Jos. Senécal	1,470

5.—M. l'échevin N. Lapointe se présente devant la Commission et demande que la nouvelle pesée St-Henri actuellement en voie de construction sur l'avenue Atwater, vis-à-vis la rue Ste-Emilie, soit désignée et connue sous le nom de "Pesée Atwater".

Résolu: D'accéder à cette demande.

M. l'échevin Guay propose alors et il est

Résolu: Que la résolution adoptée le 24 octobre dernier et désignant la pesée en question sous le nom de "Pesée St-Henri" soit rescindée, et que le nom de ladite pesée soit changé en celui de "Pesée Atwater", et qu'un avis de motion en amendement au règlement des marchés soit donné au Conseil en conséquence.

6.—La Commission prend en considération la question du parachèvement de l'installation de la nouvelle pesée Atwater, sur la rue Atwater, vis-à-vis la rue Ste-Emilie.

Sur proposition de M. l'échevin Guay, il est

Résolu: Que le montant de \$1,800, accordé sur les \$2,000 demandés pour cette construction, est insuffisant pour terminer les travaux d'excavation, fondations, réparations et installation de la balance à cet endroit; et que, selon l'estimé préparé par M. L.-R. Montbriant, architecte, un rapport soit présenté au Conseil pour demander un crédit additionnel de \$300 pour ces fins.

7.—M. l'échevin Turner attire l'attention de la Commission sur l'état de malpropreté dans lequel était tenu le marché à bestiaux de l'Est, lors de la dernière inspection des marchés.

Résolu: Que la Compagnie du Pacifique Canadien, locataire dudit marché, soit priée de prendre les mesures nécessaires pour remédier immédiatement à cet état de choses.

8.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$25, du crédit affecté aux réparations générales au marché Bonsecours, et d'appliquer ce montant au contingent général.

9.—Soumise et lue une lettre de M. Henri Geoffrion, secrétaire-correspondant de l'Association des Bouchers de Montréal, remerciant la Commission de l'invitation faite à M. Jos. Lamoureux, président de ladite Association, d'accompagner cette Commission dans son inspection annuelle des marchés.

Déposée aux archives.

Ajournement.

A. LEBLANC,
Secrétaire.

COMMISSION DES FINANCES

Compte rendu de l'assemblée du 23 novembre

Sont présents: MM. les échevins Payette, président, Lavallée, L.-A. Lapointe, DeSerres, Robinson et Molson.

1.—Les minutes de l'assemblée de la sous-commission *re* internement des aliénés, en date du 23 novembre courant, sont lues et approuvées.

2.—Soumise et lue une lettre de M. H. Manseau, de la part de la succession Berger, se plaignant d'une certaine décision du Bureau des Evaluateurs.

Renvoyée aux Evaluateurs avec prière de faire rapport.

3.—Soumise et lue une requête de M. R. Ouimet, gérant du Refuge de Nuit, demandant une subvention.

Déposée sur le bureau, cette demande devant être prise en considération lors du partage des crédits.

On motion of Ald. Bumbray, it was

Resolved: That the lowest tender received, that of Messrs. Brouillet & Lessard, be accepted, and that they be awarded the contract for said work, at the specified price, to wit: \$12,700; that said work be commenced immediately after the signing of the contract, and be completed within the from this date, and that a report be made to Council accordingly.

On motion of Ald. Turner, it was

Resolved: That the following deposits, given by unsuccessful tenderers be returned:

Cadieux & Briard	\$1,350
T. Charpentier	1,500
Jos. Senécal	1,470

5.—Ald. N. Lapointe appeared before the Committee and asked that the new St. Henry weigh-house, which is presently being constructed on Atwater Avenue, opposite Ste. Emilie street, be designated and known under the name of "Atwater weigh-house."

Resolved: To grant said request.

Ald. Guay then moved, and it was

Resolved: That the resolution adopted the 24th of October last, designating the weigh-house in question under the name of "St. Henry weigh-house," be repealed, and that the name of said weighhouse be changed to that of "Atwater Weigh-house," and that a notice of motion, to amend by-law concerning the Markets, be given to Council accordingly.

6.—The Committee considered the question of completing the new Atwater weigh-house, on Atwater Avenue, opposite Ste. Emilie street.

On motion of Ald. Guay, it was

Resolved: That the amount of \$1,800, granted on the \$2,000 asked for said construction, being insufficient to complete the excavating work, foundations, repairs and settling of the scale in said place; that, according to the estimate prepared by Mr. L. R. Montbriant, architect, a report be made to Council asking an additional appropriation of \$300.

7.—Ald. Turner drew the attention of the Committee to the dirty state of the Eastern Cattle Market, when the last inspection of the markets was made.

Resolved: That the Canadian Pacific Ry. Co., tenant of said market, be requested to take the necessary measures in order to at once remedy this state of things.

8.—*Resolved:* That a report be made to Council asking authority to vary a sum of \$25, from appropriation voted for general repairs to Bonsecours Market, and apply said amount to general contingent.

9.—Submitted and read a letter from Mr. Henri Geoffrion, corresponding secretary of the Butchers' Association of Montreal, thanking the Committee for the invitation extended to Mr. Jos. Lamoureux, chairman of said Association, to accompany the Committee on its annual market inspection.

Filed of record.

Adjourned.

A. LEBLANC,
Secretary.

FINANCE COMMITTEE

Report of Meeting held the 23rd of November.

Present: Ald. Payette, chairman, Lavallée, L. A. Lapointe, DeSerres, Robinson and Molson.

1.—The report of the proceedings of the sub-committee *re* confinement of lunatics, dated 23rd November inst. was read and approved.

Submitted and read:

2.—A letter from Mr. H. Manseau on behalf of estate Berger complaining of a certain decision of the Board of Assessors.

Referred to the Assessors for a report.

3.—A petition from Mr. R. Ouimet, manager of the Night Refuge, for a grant.

Laid on the table to be considered when the appropriations will be taken up.

4.—Soumise et lue une lettre de M. J.-E. Doré se plaignant des procédures suivies dans le bureau des évaluateurs.

Renvoyé au Bureau des Evaluateurs avec prière de faire rapport.

5.—Soumise et lue une lettre du trésorier de la Ville, au sujet de la réclamation de la Commission du Port pour dragage.

Déposée sur le bureau.

6.—Lettre de MM. Fraser Frères, demandant d'être nommés commissaires-priseurs dans la cause en expropriation de la rue Saint-Antoine.

Déposée sur le bureau.

7.—Lettre du conseil municipal de la Côte-des-Neiges demandant que la Ville contribue à l'achat d'un chemin public situé dans cette municipalité et appartenant aux Syndics des Chemins à Barrières.

Résolu: D'informer cette municipalité que la Ville ne voit aucune raison d'intervenir en cette affaire.

8.—Lettre de M. W. Darlington, de l'Association de la Réforme Municipale, suggérant que soient envoyées des invitations à plusieurs citoyens pour leur demander de se présenter devant la Commission du Revenu afin d'exprimer leur opinion sur les méthodes à adopter pour accroître le revenu de la Ville.

Renvoyée à la Commission du Revenu.

9.—Lettre de M. Drouin, surintendant de l'Hôtel de Ville, demandant que le caissier de la Ville soit autorisé à remettre leurs dépôts aux adjudicataires de la fourniture du charbon, dès que leurs contrats sont remplis.

Résolu: Que ladite autorisation soit donnée.

10.—Lettre de M. l'ex-échevin Lemay, demandant un exemplaire du deuxième volume de la *Gazette Municipale*. Accordée.

11.—Lettre de M. Bienvenu, surintendant du service des Licences, suggérant de demander des soumissions pour la fourniture des numéros et des insignes requis par le service des Licences, pour 1907.

Résolu: D'autoriser M. Bienvenu à demander des soumissions pour la fourniture desdits numéros, etc. pour une ou trois années.

12.—Est approuvé le rapport de la sous-commission de l'Hôtel de Ville recommandant d'accepter l'offre de MM. W.-W. Scott pour agrandir, moyennant un montant additionnel de \$15, une certaine table qu'ils sont à fabriquer.

13.—Est approuvé le rapport de la sous-commission de l'Hôtel de Ville recommandant que la fourniture de certains articles soit adjugée au plus bas soumissionnaire sur chaque item.

14.—Soumis et lu un rapport de la Commission de la Voirie, à l'effet de permettre à M. J. Coristine de poser un tuyau à vapeur de 3" à travers la rue Saint-Nicolas.

Résolu: De retrancher la clause 5 dudit rapport et de la remplacer par la suivante:

"5.—Ledit J. Coristine devra payer à la Ville 25 cts par année, par pied courant, pour le terrain occupé par ledit tuyau, et devra se conformer aux dispositions de tous les règlements actuels concernant tels privilèges et aussi à tous règlements à venir ou règles qui amèderont ou changeront les conditions et le loyer qui seront imposés pour les privilèges de cette nature." Et que, ainsi amendé, ledit rapport soit approuvé.

15.—Soumis et lu un rapport du Bureau d'Hygiène et de la Commission de la Voirie recommandant la construction d'un égout dans le chemin de la Côte Saint-Paul, à partir de la rue Dagenais jusqu'à une distance de 150 pieds vers la rue Saint-Rémi, au coût de \$600, payable \$500 par les propriétaires intéressés et \$100 par la Ville.

Résolu: De souscrire audit rapport.

16.—Le trésorier de la Ville soumet l'état financier suivant pour la semaine finissant le 23 novembre 1906:

Encaisse au dernier état	\$310,369
Reçus depuis	114,995
	\$425,364
Déboursés depuis	85,604
Balance à date	\$339,760

Ajournement.

L. O. DAVID,
Greffier de la Ville.

4.—A letter from Mr. J. E. Doré, complaining of the mode of procedure followed in the Assessors office.

Referred to the Board of Assessors for a report.

5.—Letter from the City Treasurer *re* claim of Harbor Board for dredging.

Laid on the table.

6.—Letter from Fraser Bros. to be appointed auctioneers *re* St. Antoine street expropriation.

Laid on the table.

7.—Letter from the municipal council of Côte-des-Neiges asking the City to contribute a certain amount to purchase from the Turnpike Trust, the public road in that municipality.

Resolved: To inform said municipality that the City does not see any reason to interfere in this matter.

8.—Letter from Mr. W. Darlington, of the Municipal Reform Association, suggesting that invitations be sent to several citizens, to appear before the Revenue Committee to give their opinion on the methods to be adopted to increase the revenue of the City.

Referred to the Committee on Revenue.

9.—Letter from Mr. Drouin, City Hall Superintendent, asking that the City Cashier be authorized to remit deposits to those who have tendered for coal supply, as soon as their contracts shall have been fulfilled.

Resolved: That said authorization be given.

10.—Letter from exAld. Lemay, asking for a copy of the second volume of the *Municipal Gazette*.

Granted.

11.—Letter from Mr. Bienvenu, superintendent of the License Department suggesting that tenders be called immediately for the supply of numbers and badges for 1907, required by the License Department.

Resolved: To authorize Mr. Bienvenu to call tenders for the supply of said numbers, etc. for one or three years.

12.—The report of the sub-committee *re* City Hall, recommending to accept the offer of Mr. W. W. Scott to enlarge, for an additional sum of \$15, a certain table they are now making, was concurred in.

13.—The report of the sub-committee *re* City Hall recommending that the contract for the supply of certain articles be awarded to the lowest tenderer on each item, was concurred in.

14.—Submitted and read a report from the Road Committee to grant permission to Mr. J. Coristine to lay a 3" steam pipe across St. Nicholas street.

Resolved: That clause 5, of said report, be struck and replaced by the following:

"5.—The said J. Coristine shall pay to the City 25 cts per annum per running foot for the land occupied by said pipe, and shall agree to comply with the provisions of all present by-laws concerning such privileges, and also of all future by-laws or rules which will amend or change the conditions and rental to be charged for privileges of this nature, and that so amended, said report be concurred in.

15.—Submitted and read a report from the Board of Health and Road Committee, recommending the construction of a sewer in Côte St. Paul road, from Dagenais street to a distance of 150 feet towards St. Rémi street at a cost of \$600, payable \$500 by the interested proprietors and \$100 by the City.

Resolved: To concur.

16.—The following financial statement for week ending the 23rd of November 1906, was submitted by the City Treasurer:

Balance on hand per last statement	\$310,369
Receipts since	114,995
	\$425,364
Disbursements since	85,604
Balance on hand this date	\$339,760

Adjourned.

L. O. DAVID,
City Clerk.

COMMISSION D'HYGIENE ET DE STATISTIQUES

Compte rendu de l'assemblée du 23 novembre

Sont présents: MM. les échevins Dagenais, président, Gadbois, Lévesque, Marin, O'Connell et Nault.

1.—Madame Smillie et autres dames, représentant le "Montreal Women's Club," accompagnées de Madame Learmont, présidente du "Victorian Order of Nurses," et du docteur T. G. Roddick, doyen de la faculté de Médecine de McGill, se présentent devant la Commission et insistent sur la nécessité de nommer deux infirmières aux fins de compléter le personnel de l'inspection médicale des écoles.

La délégation allègue qu'il est nécessaire d'avoir des infirmières pour prendre soin des écoliers atteints de maladie contagieuse et pour donner des instructions aux parents, à domicile, sur les traitements à suivre. Les infirmières devraient être engagées pour une année entière, avec salaire de \$60 par mois avec un mois de vacance. Elles ont trois années d'études pratiques et ensuite un mois d'épreuve. Il devrait y avoir des salles de bains dans les écoles; et les infirmières devraient soigner, par les bains, les enfants souffrant de certaines maladies contagieuses. Des gardes-robes devraient aussi être installées dans les écoles.

M. le président approuve la nomination d'infirmières, tel que suggérée par la délégation; cette addition au personnel serait très nécessaire et d'une grande importance. Il félicite les dames de leurs travaux et des services qu'ils rendent à la santé publique.

Résolu: De présenter au Conseil un rapport demandant un crédit de \$1,500 pour payer le salaire des infirmières requises pour compléter le personnel du service d'inspection sanitaire dans les écoles.

2.—Sur proposition de M. l'échevin Lévesque, il est

Résolu: De maintenir au même chiffre que celui de l'année courante le salaire du docteur J. Lanctôt, médecin officier de Santé des quartiers Sainte-Cunégonde et Saint-Henri, savoir: \$1,200 par année, et que la réquisition des crédits annuels soit amendée en conséquence.

3.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport demandant un crédit de \$500 pour acheter un nouvel appareil de désinfection.

4.—*Résolu:* De demander au Conseil l'autorisation de payer, à même les crédits de l'année courante, les comptes de M. N. Archambault, pour fourniture de glace, et de M. I. L. Lafleur, pour fourniture de peinture, etc., à l'hôpital civique, en 1904 et 1905.

5.—L'ingénieur sanitaire attire l'attention de la Commission sur le fait que le règlement concernant la construction permet d'ériger un mur solide de 8 pouces en laissant un espace de 2 pouces entre l'écurie et la propriété voisine, tandis qu'on devrait exiger un espace de 6 pouces entre l'écurie et la construction adjacente.

Le médecin officier de Santé appuie les vues de l'ingénieur sanitaire.

6.—Soumis le rapport du médecin officier de Santé *re* mise en vigueur des dispositions de la Loi d'hygiène publique de Québec (1901), suggérant que l'on vide la cavité intestinale de tout animal offert en vente et destiné à la consommation.

Résolu: Que le médecin officier de Santé obtienne l'opinion des avocats de la Ville à ce sujet.

7.—*Résolu:* Que l'inspecteur des Chaudières, M. Champagne, soit prié de choisir la chaudière requise pour l'étuve à désinfection de l'hôpital civique.

8.—*Résolu:* Vu le rapport de l'inspecteur en chef des Aliments déclarant que la "D. B. Martin Co." est prête à transporter ailleurs son établissement de l'abattoir de l'Est, le plus tard au mois de mars prochain, que l'on renonce jusqu'à nouvel ordre à prendre des procédures judiciaires contre cette Compagnie.

9.—*Résolu:* De faire rapport au Conseil demandant la permission d'opérer le virement des crédits suivants:

Prendre \$30 sur le crédit de l'inspection de la Plomberie et de l'appliquer à l'épreuve des drains.

Prendre \$30 sur le crédit de l'inspection de la Plomberie Bactériologie et de l'appliquer au service d'ambulance.

Ajournement.

I.-J. FLYNN,
Secrétaire.

HYGIENE AND STATISTICS COMMITTEE

Report of Meeting held the 23rd of November.

Present: Ald. Dagenais, chairman, Gadbois, Lévesque, Marin, O'Connell and Nault.

1.—Mrs. Smillie and other ladies representing the "Montreal Women's Club," with Mrs. Learmont, president of the "Victorian Order of Nurses," and Dr. T. G. Roddick, Dean of McGill Medical Faculty, appeared before the meeting, and urged the necessity of appointing two nurses to complete the medical school inspection staff. Nurses were needed to attend to cases of infectious disease and instruct parents, at the homes of pupils, how to deal with such cases. The nurses should be engaged for the entire year, at a salary of \$60 per month and have one month's holidays. They have three years training and afterwards one month's probation. There should be bath rooms in the schools; and the nurses could treat children suffering from certain infectious diseases there.

Cloak rooms should also be provided in the schools.

After discussion,

The chairman highly approved of the appointment of the nurses suggested by the deputation; such an addition to the staff was a most necessary and important one. He complimented the ladies upon their work and the services they were rendering in the interests of public health.

2.—*Resolved:* That a report be made to Council asking for an appropriation of \$1,500, for the salaries of the two nurses required to complete the staff of the school inspection service.

3.—On motion of Ald. Lévesque, it was

Resolved: That the salary of Dr. J. Lanctôt, Health Officer of St. Cunégonde and St. Henri wards, be maintained at the same figure as during the current year, namely: \$1,200 per annum, and that the requisition for the annual appropriation be amended in consequence.

4.—*Resolved:* That a report be made to Council asking for an appropriation of \$500 for the purchase of new disinfecting apparatus.

5.—*Resolved:* That permission be asked from Council to pay out of the current year's appropriations the accounts of N. Archambault for ice and I. L. Lafleur for paints, etc. supplied to the civic hospital in 1904 and 1905.

6.—The Sanitary Engineer drew attention to the fact that the building by-law allowed stables to be erected with a solid wall of 8 inches, and 2 inches free space between the stable and the adjoining property, instead of requiring 6 inches of free space.

The Medical Health Officer supported the view of the Sanitary Engineer that there should be 6 inches clear space between a stable and other buildings.

7.—Submitter report of the Medical Health Officer *re* the enforcing of the provisions of the Quebec Public Act of 1901, respecting the removal of the entrails of fowls and fish before offering the same for sale.

After discussion, it was

Resolved: That the Medical Health Officer obtain the opinions of the City Attorneys on the matter.

8.—*Resolved:* That the City Boiler Inspector, Mr. Champagne, be requested to select the boiler required for the "étuve" at the Small-Pox hospital.

9.—*Resolved:* That in view of the report of the Chief Food Inspector, now before the meeting, showing that the D. B. Martin Co. would remove their rendering establishment from the Eastern abattoirs by the month of March next, that proceedings in court against them be discontinued until further orders.

Resolved: That a report be made to Council asking permission to make the following variations of appropriations:

\$30 from Plumbing Inspection Department to Supplies for Drain Tests;

\$30 from Contingent fund of Bacteriological Department to Ambulance Service.

Adjourned.

I. J. FLYNN,
Secretary.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 26 novembre

Son Honneur le maire H.-A. Ekers occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins Payette, Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, Lévy, Major, Dagenais, Robillard, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, L.-A. Lapointe, Stearns, DeSerres, Leclair, N. Lapointe, Duquette, Giroux, Mercier, O'Connell, White, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, M. Martin, Labrecque, Marin, Lévesque, Houlé, Guay, David, Roy et Molson.

REQUETES, ETC.

1.—De Son Honneur le Maire refusant d'approuver une certaine résolution du Conseil *re* gages des journaliers, adoptée le 20 du courant.

Déposée aux archives:

2.—De la "Montreal Water & Power Co." relativement à la pose de conduites dans la rue Dufferin et dans d'autres rues.

3.—Du Département en Loi, relativement à la requête des propriétaires de la rue Amherst, à l'effet d'obtenir une évaluation fixe de leurs immeubles.

Renvoyées à la Commission des Finances.

4.—De M. W.-P. Kearney, retirant sa requête à l'effet de construire un garage rue Guy.

5.—De la "Central Heat, Light & Power Co." demandant que ses intérêts soient protégés dans le cas où la Ville adjugerait un privilège exclusif pour la fourniture de l'électricité.

6.—De M. G. DeSerres, à l'effet de poser des fils au-dessus des rues Saint-Jacques et Fortification pour la fourniture de la force motrice.

7.—De la "Sault St. Louis Light & Power Co." offrant de fournir de la force motrice à la Ville.

Renvoyées à la Commission des Incendies et de l'Éclairage.

8.—Du Département des Travaux Publics (Québec) se plaignant de l'état des égouts dans le voisinage de la prison des femmes, à Montréal.

Renvoyée à la Commission d'Hygiène et de Statistiques.

9.—Du Département en Loi déclarant qu'une certaine résolution *re* ouverture de la rue Gain, adoptée le 19 du courant, a été votée dans la négative.

Déposée aux archives.

10.—Du Secrétaire de la Province déclarant que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil a sanctionné le règlement annexant une partie du Sault-au-Récollet.

Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin YATES, il est

Résolu: Que ladite communication soit déposée aux archives.

11.—Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LEVESQUE, il est

Résolu: Que le Département en Loi et le greffier de la Ville soient priés de faire rapport sur la législation et les amendements nécessaires pour que la loi du dimanche, édictée par le Parlement, n'intervienne pas dans certains amusements, usages et coutumes qui existaient à Montréal avant l'adoption de cette loi.

12.—Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LEVESQUE, il est

Résolu: Que le Département en Loi soit prié de répondre aux questions suivantes:

"1.—La Ville de Montréal a-t-elle, en vertu des lois qui la gouvernent, le pouvoir d'accorder à une Compagnie ou corporation quelconque le droit exclusif de fournir à la Ville et aux citoyens, pendant une période déterminée, du gaz ou de l'énergie électrique, soit pour éclairage, chauffage ou pour autres fins, dans les limites de ladite Ville?

"2.—La Ville de Montréal a-t-elle le droit de conclure des arrangements avec une compagnie, par lesquels un citoyen ne pourrait produire de l'énergie électrique ou manifester du gaz pour ses besoins personnels et vendre de ce gaz ou de cette énergie électrique à d'autres personnes dans le voisinage de son établissement, étant donné néanmoins que ce citoyen n'a besoin de traverser au-

CITY COUNCIL

Report of Special Meeting held the 26th of November.

His Worship the Mayor H. A. Ekers in the chair.

Present: Ald. Payette, Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, Lévy, Major, Dagenais, Robillard, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, L. A. Lapointe, Stearns, DeSerres, Leclair, N. Lapointe, Duquette, Giroux, Mercier, O'Connell, White, Laviolette, Gadbois, Robinson, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, M. Martin, Labrecque, Marin, Lévesque, Houlé, Guay, David, Roy and Molson.

PETITIONS, ETC.

1.—From His Worship the Mayor declining to approve of a certain resolution of Council *re* laborers' wages adopted on the 20th instant.

Filed of record.

2.—From Montreal Water & Power Co. anent the laying of pipes in Dufferin and other streets.

3.—From Law Department anent request of proprietors on Amherst street for a fixed assessment on their property. Referred to Finance Committee.

4.—From Mr. W. P. Kearney withdrawing petition for leave to establish a garage on Guy street.

5.—From Central Heat, Light & Power Co. asking that their interests be protected in the event of the City granting an exclusive franchise to supply electricity.

6.—From Mr. G. DeSerres to place wires over St. James and Fortification streets to supply electric energy.

7.—From Sault St. Louis Light & Power Co. offering to supply electric energy to the City.

Referred to the Fire and Light Committee.

8.—From Public Works Department, Quebec, complaining of the condition of the sewers in the neighborhood of the female jail.

Referred to Hygiene and Statistics Committee.

9.—From Law Department declaring a certain resolution *re* opening of Gain street, adopted on the 19th inst., to have passed in the negative.

Filed of record.

10.—From Provincial secretary declaring that the Lieutenant-Governor in Council has approved of the by-law to annex a portion of Sault-au-Récollet.

On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. YATES, it was

Resolved: That said letter be filed of record.

11.—On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LEVESQUE, it was

Resolved: That the Law Department and the City Clerk be instructed to report on the legislation and the amendments required, in order that the Lord's Day Act passed by Parliament may not interfere with certain amusements, usages and customs, existing in Montreal previous to the adoption of said act.

12.—On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LEVESQUE, it was

Resolved: That the Law Department be requested to reply to the following questions:

1.—Has the City of Montreal, in virtue of the law which governs it, the power to grant to any company or corporation whatever, the exclusive right to furnish the City and citizens, during a stated period, with gas or with electric energy, whether for lighting, heating or other purposes, in the said City?

2.—Has the City of Montreal the right to conclude an arrangement with any company by which a citizen will be prevented from producing electric energy or making gas for his personal needs and selling this gas or electricity to other persons in the vicinity of his establishment, provided, nevertheless, that this citizen does not require to

cuné rue ou ruelle pour transmettre l'énergie électrique qu'il produit ou pour transporter le gaz qu'il manufacture.

"3.—Attendu qu'il y a déjà eu de nombreux permis, accordés à des citoyens et à des compagnies, de poser des tuyaux, etc., à travers les rues ou voies publiques, la Ville de Montréal peut-elle refuser à d'autres citoyens des permissions semblables de poser des tuyaux ou des conduits à travers une rue ou voie publique, lorsque ces citoyens consentent à se conformer à tous les règlements municipaux et à se soumettre à toutes les conditions que la Ville croira devoir leur imposer?"

13.—Sur proposition de M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin M. MARTIN, il est

Résolu: De prier la Commission des Incendies et de l'Eclairage de dresser un cahier des charges complet, afin de mettre le Conseil en position de pouvoir, s'il le juge opportun, demander des soumissions et adjuger un contrat pour la fourniture de l'électricité à la Ville et aux contribuables, lequel contrat viendra en force à l'expiration du contrat actuel avec la "Montreal Light, Heat & Power Co."

14.—M. l'échevin Mercier demande que le Département en Loi soit prié de répondre aux questions suivantes:

"1.—La Ville a-t-elle le droit de refuser le permis de construction demandé pour la construction d'une écurie, lorsque tout, dans les plans et la procédure, est conforme à la charte et aux règlements de la Ville?"

"2.—Quel est l'article de la charte qui donne à la Ville le droit de refuser tel permis?"

"3.—L'opposition d'un certain nombre de citoyens à la construction de telle écurie est-elle suffisante pour justifier la Ville à refuser ce permis?"

"4.—Dans le cas où la Ville refuserait ce permis, les personnes intéressées dans la construction de telle écurie ont-elles un recours quelconque en justice?"

"5.—La Ville est-elle responsable en dommages vis-à-vis telles personnes?"

15.—Le greffier de la Ville soumet le projet amendé des avis *re* amendements proposés à la charte.

Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin LEVESQUE, il est

Résolu: Que ledit projet soit approuvé.

ACTES

16.—Contrat entre la Ville et la "H. R. Ives Co." pour travaux d'acier à la caserne de pompiers No 5.

Sur proposition de M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin DUQUETTE, il est

Résolu: Que ledit contrat soit approuvé et que le maire et le greffier de la Ville soient autorisés à le signer au nom de la Ville.

17.—(a) Arrangement entre la Ville et MM. Brouillet & Lessard au sujet des travaux à être exécutés aux casernes de pompiers et de police des quartiers Saint-Henri et Sainte-Cunégonde.

(b) Quittance par la succession Adélarde Asselin à la Ville.

Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin LAVALLEE, il est

Résolu: Que lesdits actes soient approuvés et que le maire et le greffier de la Ville soient autorisés à les signer au nom de la Ville.

AVIS DE MOTIONS

18.—De M. l'échevin L.-A. Lapointe, à l'effet d'acheter ou de louer le canal Beauharnois.

19.—De M. l'échevin Nault, à l'effet d'amender le règlement No 260.

20.—De M. l'échevin Nault, à l'effet de ne pas adjuger de contrat exclusif pour l'électricité.

21.—De M. l'échevin Roy, à l'effet d'obtenir un rapport sur la production de l'électricité par la consommation des déchets.

22.—De M. l'échevin M. Martin, à l'effet de déterminer les heures de travail et les gages des journaliers.

23.—De M. l'échevin M. Martin, à l'effet de déterminer les heures de travail et les gages des charretiers.

24.—De M. l'échevin Lévy, à l'effet d'interdire aux voitures de factage l'accès de certaines rues.

25.—De M. l'échevin L.-A. Lapointe, à l'effet de permettre à M. G. DeSerres de fournir de la lumière et de la force motrice.

cross any street or lane to transmit the electricity or gas which he produces?

3.—Seeing that numerous permissions have already been granted giving to citizens and companies the right to lay pipes, etc., across the streets or public thoroughfares, can the City of Montreal refuse to grant similar permits to other citizens for laying pipes or conduits when these citizens consent to conform to all municipal regulations, and to submit to any conditions that the City may think right to impose on them?

13.—On motion of Ald. LEVESQUE, seconded by Ald. M. MARTIN, it was

Resolved: That the Fire and Light Committee be requested to draw up complete specifications in order to put the Council in position, if judged necessary, to call for tenders, and award the contract for the supply of electricity to the City and ratepayers upon the expiration of the present contract with the Montreal Light, Heat & Power Co.

14.—Ald. Mercier asked that the Law Department be requested to reply to the following questions:

1.—Has the City the right to refuse permit for the construction of a stable when the plans and the procedure are in all respects in accordance with the Charter and the by-laws?

2.—What is the article of the Charter which gives to the City the right to refuse such permit?

3.—Is the opposition of a certain number of citizens to the erection of such stable sufficient to justify the City in refusing such permit?

4.—In the event of the City refusing such permit, have the parties interested in the erection of said stable any legal recourse to compel the City to grant the same?

5.—Is the City liable for damages to said parties?

15.—The City Clerk submitted amended draft of advertisement *re* proposed amendments to the Charter.

On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. LEVESQUE, it was

Resolved: That the same be approved of.

DEEDS.

16.—Contract between the City and the H. R. Ives Co. for steel work of No. 5 fire station.

On motion of Ald. YATES, seconded by Ald. DUQUETTE, it was

Resolved: That the said contract be approved of and that the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

17.—(a) Agreement between the City and Messrs. Brouillet & Lessard for work to be performed at the fire and police stations of St. Henry and Ste. Cunégonde wards.

(b) Acquittance by the estate Adélarde Asselin to the City of Montreal.

On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. LAVALLEE, it was

Resolved: That said deeds be approved of and that the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

MOTIONS.

18.—By Ald. L. A. Lapointe to acquire or lease Beauharnois canal.

19.—By Ald. Nault to amend by-law No. 260.

20.—By Ald. Nault that no exclusive contract be granted for electricity.

21.—By Ald. Roy for a report on the manufacture of electricity from garbage.

22.—By Ald. M. Martin to fix working hours and wages of laborers.

23.—By Ald. M. Martin to fix working hours and wages of carters.

24.—By Ald. Lévy to prohibit heavy vehicles in certain streets.

25.—By Ald. L. A. Lapointe to allow Mr. G. DeSerres to supply light and power.

RAPPORTS

26.—De la Commission des Finances souscrivant aux rapports des Commissions de la Voirie et de l'Hygiène et de Statistiques, à l'effet de construire un égout dans le chemin de la Côte Saint-Paul.

Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin LARIVIERE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

27.—De la Commission des Finances souscrivant, à certaines conditions, au rapport de la Commission de la Voirie, à l'effet de permettre à M. J. Coristine de prolonger à travers la rue Saint-Nicolas un tuyau à vapeur de 3".

Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin MOLSON, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission des Finances soit reçu et adopté (MM. les échevins Houlé, DeSerres, Gallery et Mercier dissidents.)

28.—De la Commission de la Voirie, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$1,648.

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin N. LAPOINTE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

29.—De la Commission de la Voirie demandant un crédit de \$2,000 pour entretenir les trottoirs durant l'hiver prochain.

Renvoyé à la Commission des Finances.

30.—De la Commission de Police, à l'effet d'incorporer le "Disraëli Conservative Club."

Sur proposition de M. l'échevin PROULX, appuyé par M. l'échevin STEARNS, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

31.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de permettre à M. Charles Dagenais d'ouvrir une cour à bois.

32.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de permettre à M. J.-J. Petitclair d'ériger une machine à gaz.

33.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de permettre à M. G.-E. Forbes de construire un certain édifice rue Sainte-Hélène.

34.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, à l'effet de renvoyer à la Commission de la Voirie la requête de la "Grosvenor Light & Heat Co."

Sur proposition de M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin DUQUETTE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

35.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, soumettant un cahier des charges pour la fourniture du gaz.

Sur proposition de M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin DUQUETTE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté, qu'il soit renvoyé au Département en Loi avec prière de l'examiner et de faire rapport, et que ledit cahier des charges constitue le deuxième ordre du jour de la prochaine assemblée du Conseil.

36.—De la Commission des Incendies et de l'Eclairage soumettant les réponses aux questions posées par M. l'échevin Houlé relativement à la caserne No 17.

Déposé sur le bureau.

37.—De la Commission des Marchés, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$25.

Sur proposition de M. l'échevin LEVY, appuyé par M. l'échevin M. MARTIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

38.—De la Commission des Marchés, à l'effet d'adjuger à MM. Brouillet & Lessard un contrat pour la construction d'abris.

Sur proposition de M. l'échevin LEVY, appuyé par M. l'échevin BUMBRAY, il est

Résolu: Que ledit rapport soit de nouveau renvoyé à la Commission des Marchés.

39.—De la Commission des Marchés demandant un crédit de \$300.

Renvoyé à la Commission des Finances.

40.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques, à l'effet de payer certains comptes à même les crédits de l'exercice courant.

41.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$30.

42.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$30.

REPORTS.

26.—From Finance Committee concurring in the reports of the Road, and Hygiene and Statistics Committees, for the construction of a sewer in Côte St. Paul road.

On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

27.—From Finance Committee concurring, but on certain conditions, in the report of the Road Committee to allow Mr. J. Coristine to extend a 3" steam pipe across St. Nicholas street.

On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. MOLSON, it was

Resolved: That said report of the Finance Committee be received and adopted (Ald. Houlé, DeSerres, Gallery and Mercier dissenting.)

28.—From Road Committee to vary a sum of \$1,648.

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. N. LAPOINTE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

29.—From Road Committee for an appropriation of \$2,000 to clean sidewalks during the coming winter.

Referred to Finance Committee.

30.—From Police Committee to incorporate "The Disraëli Conservative Club."

On motion of Ald. PROULX, seconded by Ald. STEARNS, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

31.—From Fire and Light Committee to allow Mr. Chas. Dagenais to open a wood yard.

32.—From Fire and Light Committee to allow Mr. J. J. Petitclair to erect a gas engine.

33.—From Fire and Light Committee to allow Mr. G. E. Forbes to erect a certain building on Ste. Helen street.

34.—From Fire and Light Committee to refer application of Grosvenor Light & Heat Co. to the Road Committee.

On motion of Ald. YATES, seconded by Ald. DUQUETTE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

35.—From Fire and Light Committee submitting specification for the supply of gas.

On motion of Ald. YATES, seconded by Ald. DUQUETTE, it was

Resolved: That said report be received and adopted, referred to the Law Department for examination and report, and that said specification constitute the second order of the day for the next meeting of the Council.

36.—From Fire and Light Committee submitting replies to questions put by Ald. Houlé anent No. 17 station.

Laid on the table.

37.—From Market Committee to vary a sum of \$25.

On motion of Ald. LEVY, seconded by Ald. M. MARTIN, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

38.—From Market Committee to award contract for shelter to Messrs. Brouillet & Lessard.

On motion of Ald. LEVY, seconded by Ald. BUMBRAY, it was

Resolved: That said report be referred back to the Market Committee.

39.—From Market Committee for appropriation of \$300.

Referred to Finance Committee.

40.—From Hygiene and Statistics Committee to pay certain accounts ex-current year's appropriation.

41.—From Hygiene and Statistics Committee to vary a sum of \$30.

42.—From Hygiene and Statistics Committee to vary a sum of \$30.

Sur proposition de M. l'échevin DAGENAI, appuyé par M. l'échevin MARIN, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

43.—De la Commission d'Hygiène et de Statistiques de mandant des crédits de \$1,500 et de \$500.

Renvoyé à la Commission des Finances.

ORDRE DU JOUR.

44.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport de la Commission spéciale *re* Renouvellement du contrat de la "Montreal Light, Heat & Power Co."

M. l'échevin WARD, appuyé par M. l'échevin NAULT, *Propose*: Que ledit rapport soit pris en considération en même temps que le rapport de la minorité de ladite Commission spéciale sur la même question.

M. l'échevin GADBOIS, appuyé par M. l'échevin GUAY, propose en

Amendement: Attendu que ce Conseil a mûrement considéré les prix et les conditions que la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power" serait prête à accepter en échange de franchises et privilèges nouveaux tels que mentionnés au rapport maintenant devant le Conseil;

"Attendu que ce Conseil considère ces conditions inacceptables pour la Ville et les citoyens, et s'oppose à tout contrat basé sur ces conditions;

"Qu'il soit *Résolu*:"

"Que copie de la résolution ci-dessus soit transmise à la Compagnie "Montreal Light, Heat & Power":

M. l'échevin YATES, appuyé par M. l'échevin MERCIER, propose en

Sous-amendement: Que soit différée jusqu'à la prochaine assemblée la prise en considération dudit ordre du jour, cet ordre du jour devant conserver son rang aussi bien que le deuxième ordre du jour.

Ledit sous-amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Payette, Larivière, Proulx, Yates, Major, Dagenais, Robillard, Turner, Sadler, Bumbray, Stearns, Leclaire, N. Lapointe, Duquette, Giroux, Mercier, O'Connell, White, J.-B.-A. Martin, Labrecque, Marin et Molson—22.

Contre: Clearihue, Lévy, Gallery, Lavallée, L.-A. Lapointe, DeSerres, Gadbois, Ward, Nault, Séguin, M. Martin, Lévesque, Houlé, Guay, David et Roy—16.

Ledit sous-amendement est ainsi affirmatif, et il est *Résolu*: En conséquence.

45.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en deuxième et troisième lectures un règlement, à l'effet de permettre à la Compagnie du Grand-Tronc de construire un tunnel sous la rue McGill,

Le Conseil procède à l'étude dudit règlement en deuxième lecture.

Les sections 1, 2 et 3 étant lues, elles sont agréées.

La section 4 étant lue,

Sur proposition de M. l'échevin PAYETTE, appuyé par M. l'échevin MOLSON, il est

Résolu: Que ladite section soit remplacée par la suivante:

"Section 4.—Ladite Compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc devra remettre la chaussée et le trottoir en bon état, à la satisfaction de l'inspecteur de la Ville, et devra payer à la Ville une redevance annuelle de 2½% de la valeur en superficie du terrain occupé par ledit tunnel, en prenant comme base la valeur moyenne, par pied, d'après l'évaluation municipale annuelle, du terrain ayant front sur la rue McGill, en face dudit tunnel."

La section 5 étant lue,

Sur proposition de M. l'échevin LAVALLEE, appuyé par M. l'échevin DAGENAI, il est

Résolu: Que ladite section soit amendée en y enlevant les mots: "*pour des fins municipales et du coût desquels la Ville sera responsable*", et que, ainsi amendé, ladite section soit adoptée.

La section 6 étant lue, elle est agréée.

La section 7 étant lue, elle est amendée par la substitution des mots "*pour obtenir*" aux mots "*et lui demander*", dans la version française,

Tel qu'amendé, ledit règlement est lu pour la deuxième fois. (M. l'échevin Lavallée dissident.)

Ledit règlement ayant été approuvé par le Département en Loi,

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin N. LAPOINTE, il est

Résolu: Que soit suspendue la règle 79 et que ledit règlement soit immédiatement lu une troisième fois.

On motion of Ald. DAGENAI, seconded by Ald. MARIN, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

43.—From Hygiene and Statistics Committee for appropriations of \$1,500 and \$500.

Referred to Finance Committee.

ORDER OF THE DAY.

44.—The order of the day being read to consider a report from the Special Committee *re* Montreal Light, Heat & Power Co. renewal of contract.

Ald. WARD moved, seconded by Ald. NAULT,

"That said report be considered at the same time as the report on the same subject from the minority of said committee.

Moved in amendment by Ald. GADBOIS, seconded by Ald. GUAY,

"Whereas the Council after having earnestly considered the price and conditions at which the Montreal Light, Heat & Power Co. are prepared to accept an extension of franchise and privileges, as appears by the report now before the Council.

"Whereas the Council consider said conditions unacceptable for the City and ratepayers, and cannot agree to a contract on such a basis.

Be it *Resolved*: That a copy of the above resolution be transmitted to the said Montreal Light, Heat & Power Co.

Moved in sub-amendment by Ald. YATES, seconded by Ald. MERCIER,

"That further consideration of said order of the day be deferred until next meeting, the same, as well as the second order of the day to retain their present rank."

The vote being taken on said sub-amendment, the Council divided:

Yeas: Payette, Larivière, Proulx, Yates, Major, Dagenais, Robillard, Turner, Sadler, Bumbray, Stearns, Leclaire, N. Lapointe, Duquette, Giroux, Mercier, O'Connell, White, J. B. A. Martin, Labrecque, Marin and Molson—22.

Nays: Clearihue, Lévy, Gallery, Lavallée, L. A. Lapointe, DeSerres, Gadbois, Ward, Nault, Séguin, M. Martin, Lévesque, Houlé, Guay, David and Roy—16.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

45.—The order of the day being read for the second and third reading, of a by-law to allow the Grand Trunk Railway Co. to construct a tunnel under McGill street,

The Council proceeded to consider said by-law in second reading, and

Sections 1, 2 and 3 being read, they were agreed to.

Section 4 being read,

On motion of Ald. PAYETTE, seconded by Ald. MOISON, it was

Resolved: That said section be replaced by the following:

Section 4.—The said Grand Trunk Railway Company, shall put the roadway and sidewalk in good order, to the satisfaction of the City Surveyor, and shall pay to the City an annual rental of two and a half per cent of the superficial value of the land occupied by the said tunnel, taking as a basis the average value per foot, according to the yearly municipal valuation of the land fronting on McGill street in front of said tunnel."

Section 5 being read,

On motion of Ald. LAVALLEE, seconded by Ald. DAGENAI, it was

Resolved: That said section be amended by striking therefrom the words: "*for municipal purposes and for which the City is liable for the cash*" and that so amended the same be adopted.

Section 6 being read, the same was agreed to.

Section 7 being read the same was amended by substituting the words "*pour obtenir*" for the words "*et lui demander*" in the French version, and so amended, the same was agreed to.

Said by-law, as amended, was then read a second time, (Ald. Lavallée dissenting.)

Said by-law having been approved by the Law Department.

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. N. LAPOINTE, it was

Resolved: That rule 79 be suspended, and that said by-law be now read a third time.

Ledit règlement est conséquemment lu pour la troisième fois. (M. l'échevin Lavallée dissident.)

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin N. LAPOINTE, il est

Résolu: Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit présenté au maire et au greffier de la Ville pour qu'ils y apposent leurs signatures.

Sur proposition de M. l'échevin DAGENAIS, appuyé par M. l'échevin TURNER,

Le Conseil s'ajourne.

L. O. DAVID,
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,
Greffier adjoint de la Ville.

COMMISSION DE L'AQUEDUC

Compte rendu de l'assemblée du 27 novembre

Sont présents: MM. les échevins Clearihue, président, Marin, Nault, Lévesque, Turner, Houlé et Gadbois.

1.—Soumise et lue une lettre de MM. Amiot & Strubbe demandant que leur soit remboursé le dépôt de \$750 retenu par la Ville en rapport avec leur contrat pour cimenter le fond du réservoir McTavish, en 1904, sur avis du surintendant. Sur proposition de M. l'échevin Levesque, il est

Résolu: De rembourser à MM. Amiot & Strubbe les \$750 retenus par la Ville.

2.—*Résolu*: De rembourser \$680 à MM. J.-O. Labrecque & Cie, balance du dépôt retenu lors de leur adjudication de la fourniture du charbon. Ledit dépôt devant être remboursé après livraison de tout le charbon commandé.

3.—*Résolu*: D'autoriser le surintendant à acheter tous les tuyaux en fonte de 6" dont il peut avoir besoin actuellement.

4.—Le surintendant demande aux membres de cette Commission d'assister à l'assemblée de la Commission de Législation, mercredi, le 28 du courant, pour appuyer sa demande à l'effet de faire insérer dans la Charte une clause autorisant la Ville à emprunter \$2,000,000 pour l'agrandissement projeté de l'aqueduc.

Résolu: Que les membres soient présents à l'assemblée pour appuyer la demande du surintendant.

5.—Soumise et lue une lettre des "Syracuse Smelting Works," 332, rue William, qui demandent une réduction de leur compte d'eau, au compteur, pour le quartier finissant le 30 juillet 1906, et s'élevant à \$283.53.

Après étude de ladite requête, il est

Résolu: De la refuser.

6.—La requête de MM. Lewis Frères, 14, rue Bleury, demandant une réduction de leur compte d'eau, au compteur, pour les quartiers finissant le 7 juillet et le 8 octobre 1906, étant mise à l'étude,

Sur proposition de M. l'échevin Nault, il est

Résolu: D'accorder une réduction de la moitié du montant chargé au-dessus de la moyenne de la consommation normale, ladite réduction équivalant à \$74.38.

7.—A la demande de M. l'échevin Houlé, le surintendant est prié de préparer un plan indiquant les meilleurs moyens à prendre pour fournir l'eau au quartier Sault-au-Récollet, nouvellement annexé.

Ajournement.

FRANK DOWD,
Secrétaire.

COMMISSION DE LA VOIRIE

Compte rendu de l'assemblée du 27 novembre

Sont présents: MM. les échevins Larivière, président, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, O'Connell et J.-B.-A. Martin.

DELEGATIONS.

1.—M. F.-X. Charbonneau se présente devant la Commission et demande que soit comblé en coltar l'espace entre

Said by-law was accordingly read a third time (Ald. Lavallée dissenting.)

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. N. LAPOINTE, it was

Resolved: That said by-law be engrossed and presented to the Mayor and the City Clerk for their signatures.

On motion of Ald. DAGENAIS, seconded by Ald. TURNER,

The Council adjourned.

L. O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.

WATER COMMITTEE

Report of meeting held the 27th November, 1906.

Present: Ald. Clearihue, Chairman, Marin, Nault, Levesque, Turner, Houlé, Gadbois.

1.—Submitted and read a letter from Messrs. Amiot & Strubbe, asking to be refunded the \$750.00 retained by the city in connection with their contract for the cementing of the bottom of the McTavish Reservoir in 1904.

On the advice of the Supt. it was:—

Resolved: On motion of Ald. Levesque, to refund him the \$750.00 retained by the city.

2.—*Resolved*: To refund Messrs. J. O. Labrecque & Co., \$628.00, balance of the deposit retained in connection with their coal contract.

The above deposit to be refunded only when all the coal has been delivered.

3.—*Resolved*: To authorize the Supt. to purchase what 6" cast iron pipes he may require for present requirements.

4.—The Superintendent asked that the members of the Committee be present at the meeting of Legislation Committee on Wednesday the 28th instant to support his request to have a clause inserted in the amendments to the charter authorizing the City to borrow \$2,000,000. when required for the proposed enlargement of the Aqueduct.

Resolved: That the members be present at the meeting to support the superintendent in his request.

5.—Submitted and read a letter from the Syracuse Smelting Works, 332 William Street, asking for a reduction in their account for water taken by meter for quarter ending July 30, 1906, amounting to \$283.53.

After due consideration of their request it was

Resolved: That it be not entertained.

6.—The request of Messrs. Lewis Bros., 14 Bleury street, asking for a reduction in their accounts for water taken by meter for quarters ending the 7th July and 8th October, 1906, being taken up, and after due consideration of same It was

Resolved: On motion of Ald. Nault,

To grant them a reduction of one half the amount charged above the average normal consumption, which reduction amounts to \$74.38.

7.—At the request of Ald. Houlé the Superintendent was instructed to prepare a plan showing the best means of supplying the newly annexed ward of Sault of Recollets with water.

Ajourned.

FRANK DOWD,
Secretary.

ROAD COMMITTEE

Report of Meeting held the 27th of November.

Present: Ald. Larivière, chairman, N. Lapointe, Leclaire, Giroux, O'Connell and J. B. A. Martin.

DELEGATIONS

1.—Mr. F. X. Charbonneau appeared before the Committee and asked that the space between the flagstone of the

les dalles de pierre du trottoir permanent et la ligne de sa propriété sur la rue Sainte-Catherine à l'angle de la rue Bertrand.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit autorisé à compléter la partie mentionnée en coltar.

2.—A la demande de M. l'échevin Lavallée, il est

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié de tracer, sur les plans de la Ville, les rues au Sud du chemin St-Léonard, dans la partie du territoire de la Paroisse du Sault-au-Récollet récemment annexée à la Ville de Montréal.

3.—A la demande de M. l'échevin Lavallée, il est

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié d'écrire aux autorités de la ci-devant municipalité de Sault-au-Récollet d'avoir à remettre à la Commission de la Voirie tous les plans et documents concernant la Voirie, et de plus copie de la lettre de la "Amherst Park & Land Co." offrant de céder certaines rues à l'ex-municipalité, et aussi la résolution adoptée par cette dernière acceptant ladite offre.

4.—M. l'échevin Lavallée demande, au nom de M. O. Lefebvre, une position quelconque pour ce dernier dans le département.

M. le président informe M. Lavallée qu'il est impossible pour le moment de donner un emploi à M. O. Lefebvre, mais que sa demande sera prise en considération.

5.—A la demande de M. l'échevin Bumbray, il est

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié de remplacer la pierre de division brisée, sur la rue Notre-Dame, entre la municipalité de Maisonneuve et le quartier Hochelaga, dans la Ville de Montréal.

6.—M. l'échevin Guay se présente devant la Commission et soumet une lettre de la "Canada Malting Co." se plaignant de l'état du trottoir près de l'angle des rues St-Rémi et St-Ambroise, aussi des abords du point traversant la petite Rivière St-Pierre.

Renvoyée à l'inspecteur de la Ville.

7.—M. l'échevin Guay se plaint que les wagons de la Compagnie du Grand-Tronc obstruent la traverse de l'Ave Ste-Elizabeth pendant un temps très considérable et cause ainsi du préjudice aux citoyens du quartier St-Henri.

L'inspecteur de la Ville informe la Commission qu'il a déjà écrit à la Compagnie à ce sujet.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié d'écrire de nouveau à la Compagnie et de lui enjoindre de remédier à cet état de choses, sans quoi la Ville sera obligée de la protester.

8.—A la demande de M. l'échevin Lavallée, il est

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié de demander un rapport à M. Flynn, inspecteur des rues, sur la nécessité de renuméroter les maisons de la rue St-Hubert.

REQUETES, ETC.

9.—De la Compagnie de Publication de "La Patrie", Limitée, relativement au privilège de fournir de l'électricité et du chauffage au public.

M. L.-J. Tarte, présent à l'assemblée, demande de suspendre jusqu'à la prochaine séance l'étude de la requête de la Compagnie parce qu'elle a l'intention de soumettre deux demandes séparées, une pour l'éclairage et l'autre pour le chauffage, avec indication des endroits où les fils seront posés.

Question différée.

10.—Soumis un extrait des minutes de l'assemblée du Conseil du 26 novembre courant, ainsi que le rapport de la Commission des Incendies et d'Éclairage au sujet de la demande de la "Grosvenor Electric Light and Heat Co., Ltd." qui requiert le privilège de poser des fils à partir de l'édifice "Grosvenor Apartments Ltd.", situé à l'angle Sud-ouest des rues Guy et Sherbrooke, en traversant la rue Guy, à la rue Mackay, ainsi que les rues St-Mathieu et St-Luc.

Question différée, la Compagnie devant soumettre un plan à cet effet.

11.—De MM. J.-A. Rolland, Jos. Bonvin et T. Guérin demandant une position dans le département.

Déposées sur le bureau.

12.—Soumis un compte de M. H.-G. Stanton, au montant de \$100, pour travail supplémentaire.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié de préparer un mandat à cet effet. Ledit montant devant être pris sur le crédit affecté aux salaires de l'année courante.

12.—*Résolu:* Que le trésorier de la Ville soit autorisé à

permanent sidewalk and the line of his property, corner of Ste. Catherine and Bertrand streets, be filled with coaltar.

Resolved: That the City Surveyor be authorized to complete said part with coaltar.

2.—At the request of Ald. Lavallée, it was

Resolved: That the City Surveyor be requested to mark on the plans of the City, the streets south of the St. Léonard road, in the portion of the territory of the parish of Sault au Récollet, newly annexed to the City of Montreal.

3.—At the request of Ald. Lavallée, it was

Resolved: That the City Surveyor be instructed to write to the authorities, of the former municipality of Sault au Récollet requesting them, to remit to the Road Committee all plans and documents concerning roads, and moreover, to send to the Committee, a copy of the letter from the Amherst Park and Land Co. which contains the offer to cede certain streets to the former municipality, and the resolution adopted by the latter, accepting said offer.

4.—Ald. Lavallée asked a position for Mr. O. Lefebvre, in this department.

The chairman informed Mr. Lavallée that it was impossible at the present, to employ Mr. O. Lefebvre, but that his request would be duly considered.

5.—At the request of Ald. Bumbray, it was

Resolved: That the City Surveyor be instructed to replace, on Notre-Dame street, the broken stone, dividing the municipality of Maisonneuve and Hochelaga ward, in the City of Montreal.

6.—Ald. Guay appeared before the Committee and submitted a letter from the Canada Malting Co., complaining of the state of the sidewalk near the corner of St. Rémi and St. Ambroise streets; also the approaches of the bridge crossing the "petite rivière St. Pierre."

Referred to the City Surveyor.

7.—Ald. Guay complained of the obstruction and delay caused by the Grand Trunk Railway cars, at the crossing at Ste. Elizabeth Avenue. This delay caused prejudice to the citizens of St. Henry ward.

The City Surveyor informed the Committee that he had already written to the Company concerning this matter.

Resolved: That the City Surveyor be instructed to once more notify the said Company, and to order the latter to remedy such a state of things; if not, the City would be obliged to protest the Company.

8.—At the request of Ald. Lavallée, it was

Resolved: That the City Surveyor be instructed to ask Mr. Flynn, street inspector, for a report on the necessity of renumbering the buildings in St. Hubert street.

PETITIONS, ETC.

9.—From "La Patrie Publishing Co., Limited," concerning the privilege of supplying to the public, light and heat.

Mr. L. J. Tarte, present at the meeting, asked the Committee to defer till next meeting the consideration of the Company's petition, as he intended to submit two separate petitions, one for lighting and the other for heating purposes, showing where the wires will be laid.

Consideration deferred.

10.—Submitted an extract of the minutes of the Council meeting, dated the 26th November instant; also the report of the Fire and Light Committee anent the petition of the Grosvenor Electric Light and Heat Co, asking the privilege of wiring, from the building known as Grosvenor Apartments to the south-west corner of Guy and Sherbrooke streets, by crossing Guy street at Mackay street, also St. Matthew and St. Luke streets.

Consideration deferred, the Company to submit a plan in this connection.

11.—From Messrs. J. A. Rolland, Jos. Bonvin and T. Guérin, asking for positions in the department.

Laid on the table.

12.—Submitted an account from Mr. H. G. Stanton, amounting to \$100, for supplementary work.

Resolved: That the City Surveyor be instructed to prepare a voucher in this connection. The said amount to be taken from appropriation voted for salaries to the department, for the current year.

13.—*Resolved:* That the City Treasurer be authorized to

rembourser le dépôt de \$100 effectué par M. L. Gravel, pour la fourniture des pavés en asphalte.

14.—*Résolu*: Que l'inspecteur de la Ville soit autorisé à acheter la quantité nécessaire de pierre à bordure de M. O. Mandeville jusqu'au montant affecté à cette fin.

15.—*Résolu*: Que l'inspecteur de la Ville soit autorisé à construire à la journée l'égout du chemin de la Côte St-Paul, de la rue Dagenais à une distance de 150 pieds vers la rue St-Rémi.

16.—De la "Montreal Street Railway Co." soumettant un plan modifié du circuit de la rue Rachel et autres. Question différée.

17.—*Résolu*: Que l'inspecteur de la Ville soit prié d'enlever les blocs de pierre laissés sur l'avenue Papineau et de les mettre en piles le long du trottoir en face des lots de la propriété de MM. Therrien & Gareau.

RAPPORTS

18.—De l'inspecteur de la Ville, au sujet du protêt et de la signification de M. O. Amiot *et al.* relativement à la qualité des matériaux devant être utilisés dans la construction du trottoir permanent du côté Ouest de l'avenue Hôtel-de-Ville, entre les rues De Montigny et Ontario; relativement aussi à la partie déjà construite de la même avenue, entre les rues Ste-Catherine et De Montigny.

Soumis à ce sujet un rapport de M. Léprohon, sous-inspecteur de la Ville, attestant que la pose du trottoir construit sur cette dernière partie a été faite d'une manière satisfaisante.

Déposé sur le bureau.

19.—De l'inspecteur de la Ville, sur l'efficacité des machines "Harris" pour excavation, et recommandant l'emploi de ces machines pour les travaux de la Voirie. Déposé sur le bureau.

20.—De l'inspecteur de la Ville, au sujet de la lettre de M. S. Dufresne, offrant de céder deux ruelles portant les Nos 1359q et 1359n du cadastre du quartier Ste-Marie.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit prié de demander un rapport à M. Rousseau, contremaître de la division Est, afin de savoir si il y a des bâtisses construites sur les deux ruelles en question; et de demander également un rapport à M. Griffin, contremaître de la division Ouest, relativement à l'avenue Forgue, quartier St-Joseph, qui doit être inscrite et décrite au répertoire des rues.

21.—Soumise une lettre du Département des Travaux publics et du Travail (Québec), en date du 21 novembre courant, se plaignant de l'odeur qui provient de l'égout de la rue Fullum et qui se répand dans la prison des femmes.

M. le président informe la Commission qu'il a fait venir M. Rousseau, contremaître de la division Est, ainsi que M. Charest, contremaître divisionnaire du quartier Ste-Marie, afin de savoir d'eux si les mauvaises odeurs, provenant de l'égout de la rue Fullum, sont causées par le défaut de nettoyage de l'égout.

M. Rousseau déclare que l'égout en question est en parfait ordre, ainsi que les puisards de cette rue; mais il croit que l'odeur dont se plaignent les autorités est peut-être causée par la défectuosité des propres tuyaux de la prison qui est construite depuis au delà de 35 ans.

22.—*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$100, affecté aux salaires de l'année courante, et d'appliquer ledit montant au "Contingent."

23.—*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport demandant l'autorisation d'opérer le virement d'un montant de \$600, affecté aux "Réparations des travaux permanents, travaux de macadam et trottoirs en bois", et d'appliquer ledit montant à défrayer la quote-part de la Ville à la réparation à l'égout de la rue St-Antoine, entre l'avenue Atwater et la rue Brooke.

Ajournement.

RAOUL BOLTE,
Secrétaire.

refund Mr. L. Gravel the \$100 deposit he made in connection with the contract for asphalt pavements.

14.—*Resolved*: That the City Surveyor be authorized to purchase, up to the funds available, the required curbstone from Mr. O. Mandeville.

15.—*Resolved*: That the City Surveyor be authorized to construct, by day labor, the Côte St. Paul road sewer, from Dagenais street to a distance 150 feet towards St. Rémi street.

16.—From the Montreal Street Railway Co., submitting a modified plan of Rachel street route and of other routes. Consideration deferred.

17.—*Resolved*: That the City Surveyor be requested to remove stone blocks, left on Papineau Avenue, and to pile them along the sidewalk opposite lots belonging to Messrs. Therrien & Gareau.

REPORTS.

18.—From the City Surveyor, anent the protest, and service of protest, by Messrs. O. Amiot et al., anent the quality of material to be used for the permanent sidewalk to be laid on the west side of Hôtel-de-Ville Avenue, between De Montigny and Ontario streets; also concerning the portion already laid on the same avenue, between Ste. Catherine and De Montigny streets.

In this connection, submitted a report from Mr. Leprohon, deputy City Surveyor, attesting that the laying of the sidewalk on the last mentioned portion of street was made in a satisfactory manner.

Laid on the table.

19.—From the City Surveyor anent the efficiency of the "Harris" excavating machines, and recommending that said machines be used for the works of this department. Laid on the table.

20.—From the City Surveyor, anent a letter from Mr. S. Dufresne, offering to cede two lanes, cadastral Nos. 1359q and 1359n, St. Mary's ward.

Resolved: That the City Surveyor be instructed to ask Mr. Rousseau, foreman of the Eastern division, to report and state whether there are buildings erected on the two lanes in question; and, besides, to ask Mr. Griffin, foreman of the Western division, to report concerning Forgue avenue, in St. Joseph ward, which will be inscribed and described in the street register.

21.—Submitted a communication from the Public Works and Labor Departments (Quebec), dated the 21st November instant, complaining of the emanations from the Fullum street sewer, said emanations being wafted in the female jail.

The chairman informed the Committee that he had sent to Mr. Rousseau, foreman of the Eastern division, and Mr. Charest, section foreman of St. Mary's ward, in order to ascertain from them, if said emanations coming from the Fullum street sewer, were caused by the fact that it was not properly cleaned.

Mr. Rousseau stated that the sewer in question was in perfect order as well as the gullies of said street; but he thought that the smell complained of by the authorities might be caused by the defects in pipes in the jail; pipes which have been laid over 35 years.

22.—*Resolved*: That a report be made to Council to vary a sum of \$100 voted for salaries of the current year and apply said amount to contingent.

23.—That a report be made to Council asking authority to vary a sum of \$600 voted for "Repairs to permanent works, macadam and wooden sidewalks" and apply said amount to pay the City's share for the repairing the St. Antoine street sewer, between Atwater avenue and Brooke street.

Adjourned.

RAOUL BOLTE,
Secretary.

COMMISSION DE POLICE

Compte rendu de l'assemblée du 28 novembre.

Sont présents : MM. les échevins Proulx, président, Bumbray, Roy, Séguin, Martin, Gallery et Stearns.

1.—A la suggestion du surintendant de Police, il est

Résolu : D'opérer le virement des item suivants des crédits : Prendre \$1,700 du "Loyer des Stations et ameublements" et les appliquer aux "Dépenses casuelles;" \$274 des "Salaires des officiers" à "Uniformes;" \$57 du "Loyer des Stations et ameublements" à "Uniformes;" \$400 des "Gages des constables" à "Eclairage;" \$200 des "Salaires des officiers" à "Eclairage;" \$200 des "Salaires des officiers" à "Réparations aux stations, etc."

2.—Soumise et lue une requête de certains citoyens de la rue Ste-Catherine, déclarant que la méthode d'annoncer la "Patrie" (journal quotidien publié dans cette ville) est préjudiciable à leur commerce respectif, par le fait que ces annonces rassemblement dans un certain rayon plus d'un millier de personnes qui obstruent l'entrée de leurs magasins.

Déposée sur le bureau.

3.—La requête des détectives demandant une augmentation de salaires est

Renvoyé à la Commission des Finance.

4.—On attire l'attention de la Commission sur le fait que, bien que le poste de police et la caserne de pompiers, ci-devant occupée comme telle, dans le quartier Sainte-Cunégonde, a été converti en un poste de police seulement, depuis l'annexion dudit quartier à la Ville; et fue, d'après les conventions, ledit appartement appartient au capitaine de police actuel.

Résolu : De notifier le service des incendies que cette Commission se servira de ce logement le 1er mai prochain.

5.—Sur proposition de M. l'échevin M. Martin, le secrétaire est prié d'écrire à la "Montreal Street Ry Co." pour savoir ce qui a été décidé au sujet du transport gratuit demandé pour les médecins de la Police.

6.—Des délégations de la "Protestant Ministerial Association," de la "Dominion Alliance" et de la "Women Christian Temperance Union," demandent que la Ville édicte un règlement à l'effet de forcer les buvettes à fermer à 10 heures p.m. les jours de semaine, et à 7 heures p.m. les samedis. Ces délégations sont présentées par M. W. Patterson, avocat de la "Dominion Alliance," et par M. S. J. Carter, président de la "Dominion Alliance," succursale de Québec.

Le révérend G.-G. Huxtable, secrétaire de la "Dominion Alliance," parle en faveur du règlement projeté et donne les raisons à son appui.

Parlent aussi dans le même sens le révérend M. D. Reid, le révérend Dr. Young, MM. I. H. Carson, W. Patterson, avocat, J. H. Cayford, Mme McLachlan et Mme Radford.

En réponse, M. le président suggère qu'il vaudrait mieux faire édicter une loi provinciale qui rencontrerait tous les désirs des délégations. En attendant, la demande des délégués sera prise en très sérieuse considération et un rapport en conséquence sera présenté au Conseil.

Ajournement.

JOHN-J. BARRY,
Secrétaire.

COMMISSION DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 28 novembre

Sont présents : MM. les échevins Lavallée, président, Payette, Larivière, Proulx, L.-A. Lapointe, Lévesque, Mercier, Molson, Lévy, J.-B.-A. Martin et Sadler.

Sont aussi présents : MM. les échevins Giroux, Marin et Nault, l'avocat en chef de la Ville, le trésorier, le contrôleur et auditeur, le surintendant de l'Aqueduc et l'inspecteur des Edifices.

1.—La Commission prend en considération la question du remaniement des divers quartiers de la Ville, et un débat s'engageant, il est

Résolu : Que cette question soit déposée sur le bureau pour être étudiée à une prochaine assemblée.

POLICE COMMITTEE

Report of meeting held on the 28th November, 1906.

Present: Ald. Proulx, chairman, Bumbray, Roy, Séguin, Martin, Gallery and Stearns.

1.—At the suggestion of the Supt of Police, it was

Resolved: to vary the following items of the appropriations: \$700 from "Rent of stations and furniture" to "Contingents"; \$274 from "Officers' salaries" to "Uniforms"; \$57 from "Rent of stations and furniture" to "Uniforms"; \$400 from "Constables' wages" to "Light"; \$200 from "Officers' salaries" to "Light"; 200 from "Officers' salaries" to "Repair Stations, &c."

2.—Submitted and read a petition from certain citizens of Saint Catherine street, to the effect that the mode of advertising as done by "La Patrie," (a daily newspaper published in this City) was detrimental to their respective trade, as it congregated within a certain area, more than a thousand people who blocked entrance to their shops.

It was laid on the table.

3.—The petition of the Detectives for an increase of salary was Referred to the Finance Committee.

4.—The Committee's attention was drawn to the fact that although the former police and fire Station, in Saint Cune-gonde Ward, had been made a police Station only, since the annexation of said Ward to this City, there still remained, over said station, a fire official who occupied said lodging:

That, under the premises, said apartment belonged to the present police Captain. It was

Resolved: To notify the Fire Dept. that this Committee will use said lodgings on the 1st May next.

5.—On motion of Ald. M. Martin

The secretary was instructed to write to the Street Ry. Coy asking it to kindly inform this Committee what steps had been taken concerning the free transportation asked for the police physicians.

6.—Delegations from The Protestant Ministerial Association, The Dominion Alliance and the Womens' Christian Temperance Union, asking that the City enact a by-law obliging saloons to close at 10 p.m. on ordinary days, and 7 p.m. on Saturdays were introduced by Mr. W. Patterson, attorney for the Dominion Alliance and Mr. S. J. Carter, president of the Quebec Branch of the Dominion Alliance.

Revd. G. G. Huxtable, secretary of the Dominion Alliance spoke in favor of the proposed by-law and gave explanatory facts regarding the same.

Revd. W. D. Reid, Revd. Dr. Young, Messrs. I. H. Carson, W. Patterson, attorney, J. H. Cayford, Mrs. McLachlan and Mrs. Radford also spoke on the subject.

The chairman, in answer suggested that it was advisable if the deputation would try and get their desires enacted into a common law for the whole province.

Meanwhile, there demand would be taken into most serious consideration and a report made to the City Council accordingly
Adjourned.

JOHN J. BARRY,
Secretary.

LEGISLATION COMMITTEE

Report of Meeting held the 28th of November.

Present: Ald. Lavallée, chairman, Payette, Larivière, Proulx, L. A. Lapointe, Mercier, Molson, Lévy, J. B. A. Proulx, L. A. Lapointe, Lévesque, Mercier, Molson, Lévy, J. B. A. Martin and Sadler.

Were also present Ald. Giroux, Marin and Nault, the Chief City Attorney, the City Treasurer, the City Comptroller and Auditor, the Superintendent of the Water Works and the Building Inspector.

1.—The Committee considered the question of the re-distribution of the different wards of the City, and a debate arising it was

Resolved: That this question be laid on the table for consideration at a future meeting.

2.—L'avocat en chef de la Ville suggère, et il est
Résolu: D'amender l'article 409a tel qu'amendé, en y ajoutant les mots suivants: "*Cette disposition s'appliquera à tout terrain enfermé dans les lignes homologuées déjà en existence.*"

3.—Le trésorier de la Ville suggère que l'article 404 de la Charte soit amendé en y substituant le mot "*quatre*" au mot "*trois*" dans la 10^{ème} ligne, et, après le mot "*privilege*" dans la 19^{ème} ligne, en ajoutant les mots: "*devra être continué*" et "*aussi*"; et que l'article 408 de la Charte soit amendé en ajoutant après le mot "*prescription*", dans la 4^{ème} ligne, les mots suivants: "*et prolonger le privilege.*"

Résolu: D'adopter les suggestions du trésorier de la Ville.

4.—Il est aussi

Résolu: D'amender la clause 21 du projet de loi en y ajoutant une disposition telle que suggérée par le Département en Loi.

5.—Le greffier de la Ville est autorisé à insérer dans les amendements proposés une clause pourvoyant à l'imposition d'une taxe sur les prêteurs de petites sommes d'argent qui prennent comme garantie collatérale les meubles garnissant les maisons.

6.—Certains amendements, concernant la construction, le titre de l'inspecteur des Edifices et le rétablissement du couvre-feu, sont différés.

7.—*Résolu*: De ne pas amender l'article 541 de la Charte, mais de prier le Département en Loi de rédiger une clause au sujet de la mise en conserve de la viande et d'autres condiments, pourvoyant aussi à l'imposition d'une taxe ne devant pas excéder \$500 pour chaque établissement de salaison.

8.—La question de réglementer les maisons d'habitation, et, plus particulièrement les chambres noires de ces maisons, étant mise à l'étude, et l'avocat en chef de la Ville ayant informé la Commission qu'il considère que la sous-section 63 de l'article 300 de la charte suffit aux besoins du moment, il est

Résolu: De ne pas présenter d'amendement à cette fin.

9.—Les articles 378 et 23 sont amendés suivant les suggestions du Département en Loi.

10.—M. l'échevin Payette

Propose: D'insérer dans les amendements une disposition par laquelle la représentation civique sera limitée à un échevin par quartier.

Et un débat s'engageant, ladite proposition est mise aux voix et la Commission se partage:

Pour: Molson, Payette, Proulx et Larivière—4.

Contre: Mercier, Lévesque, Lévy, Martin, Sadler, Lapointe et Lavallée—7.

Ladite proposition est ainsi négative.

Et un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin Proulx

Propose: De limiter la représentation civique de chaque quartier à deux échevins qui seront élus pour 3 ans.

La Commission se partage sur cette proposition:

Pour: Mercier, Lévesque, Lévy, Martin, Proulx et Larivière—6.

Contre: Molson, Payette, Sadler, Lapointe et Lavallée—5.

Ladite proposition est ainsi affirmative, et il est

Résolu: En conséquence.

Le Département en Loi est prié de rédiger un amendement conformément à ladite résolution.

11.—L'avocat en chef de la Ville soumet un projet d'amendement aux dispositions de la charte concernant la perception de taxes spéciales.

Ledit amendement est agréé.

12.—A la suggestion de M. le président, il est

Résolu: D'insérer, dans le projet d'amendements, une disposition à l'effet d'annuler l'annexion de cette partie du territoire de la Cité qui a été annexée à Rosemont en vertu de l'Acte 5 Edouard VII, chap. 49.

13.—M. l'échevin L. A. Lapointe

Propose: D'amender l'article 39 de la charte de manière à ce que les services des échevins soient donnés gratuitement.

L'avocat en chef de la Ville ayant déclaré que cette disposition n'est pas comprise dans les avis publics, la question est abandonnée.

14.—Le Département en Loi suggère certains amendements aux articles 536, 536a, 536b et 536c de la charte, con-

2.—At the suggestion of the Chief City Attorney, it was
Resolved: To amend Article 409a, as amended, by adding thereto the following words: "This provision shall apply to all land impacted within homologated lines already existing".

3.—The City Treasurer suggested that Article 404 of the Charter be amended by substituting word "four" for the word "three", in the 9th line, and after the word "privilege", in the 16th line, adding the words: "shall be continued" and "also"; and that Article 408 of the Charter be amended by adding after the word "prescription", in the 3rd line thereof, the following words: "and prolong the privilege".

Resolved: That these suggestions of the City Treasurer be agreed to.

4.—It was also

Resolved: To amend clause 21 of the proposed draft by adding thereto a provision as suggested by the Law Department.

5.—The City Clerk was authorized to insert in the proposed amendments to the Charter a clause providing for a tax on money lenders for small amounts, who take collateral security in the form of household effects.

6.—Certain proposed amendments concerning building operations and the designation of the Building Inspector, and relative to the curfew bell, were deferred.

7.—It was

Resolved: Not to amend Article 541 of the Charter, but the Law Department was instructed to draft a clause concerning the packing of meat and other articles of food and provided therein for the levying of a tax not exceeding \$500 on each packing house.

8.—The question of regulating lodging-houses, more especially dark rooms, etc., therein, being considered, and the Chief City Attorney having informed the Committee that he considered that sub-section 63 of Article 300 of the Charter was sufficient for present requirements, it was

Resolved: Not to seek any amendment in this connection.

9.—Articles 378 and 23 were amended as suggested by the Law Department.

10.—Ald. Payette

Moved: That a provision be inserted in the proposed amendments, whereby the representation for each ward shall be limited to one alderman.

And a debate arising, the vote being taken on said motion, the Committee divided:

Yeas: Molson, Payette, Proulx and Larivière—4.

Nays: Mercier, Lévesque, Lévy, Martin, Sadler, Lapointe and Lavallée—7.

So it passed in the negative.

And a further debate arising, Ald. Proulx

Moved: That the representation for each ward be limited to two aldermen who shall be elected for three years.

The Committee divided thereon:

Yeas: Mercier, Lévesque, Lévy, Martin, Proulx and Larivière—6

Nays: Molson, Payette, Sadler, Lapointe and Lavallée—5.

So it was carried and

Resolved: Accordingly. And the Law Department was instructed to draft an amendment to the Charter in accordance with said resolution.

11.—The Chief City Attorney submitted a draft of amendment to the provisions of the Charter concerning the collection of special taxes, which were agreed to.

12.—At the suggestion of the chairman, it was

Resolved: That a provision be inserted in the proposed amendments to disannex that part of the territory of the City which was annexed to Rosemount in virtue of the Act 5 Edward VII, chap. 49.

13.—Ald. L. A. Lapointe

Moved: That Article 39 of the Charter be amended as to provide that the services of the aldermen shall be given gratuitously.

The Chief City Attorney having stated that this provision was not covered by the public notices, the matter was allowed to drop.

14.—The Law Department suggested certain amendments to Articles 536, 536a, 536b and 536c of the Charter con-

cernant l'avis qui doit être donné à la Ville dans les cas de réclamations pour dommages, etc., et il est

Résolu: D'adopter les suggestions du Département en Loi.

15.—M. l'échevin Payette demande à la Commission s'il ne serait pas opportun de pourvoir à l'institution d'une Commission de Contrôle pour l'administration d'une partie des affaires de la Ville, et la Commission admettant en principe cette suggestion.

M. l'échevin Payette

Propose: Que le Département en Loi prépare un amendement à cet effet.

La Commission se partage sur cette proposition:

Pour: Molson, Mercier, Larivière, Payette, Sadler, Lévesque, Lapointe et Lavallée—8.

Contre: Lévy, Martin et Proulx—3.

Ladite proposition est ainsi affirmativée, et il est

Résolu: En conséquence.

16.—Le Département en Loi est prié de rédiger un amendement par lequel toutes les rues ou ruelles privées, ouvertes au public, seront sujettes à taxation.

17.—Le Département en Loi suggère un amendement à l'article 407 de la Charte, en y remplaçant le mot "quatre" par le mot "cinq"; et un amendement à l'article 404 en retranchant les mots "Bas-Canada" et en leur substituant d'autres mots, suivant les suggestions du Département en Loi; il est aussi suggéré par ledit Département d'amender la sous-section 113 de l'article 300 de la charte en imposant certaines restrictions et obligations aux conducteurs de voitures dans les cas d'incendie.

Résolu: D'adopter lesdits amendements proposés.

18.—M. l'échevin Mercier

Propose: De prier le Département en Loi d'insérer de nouveau dans les amendement à la charte la clause primitivement suggérée relativement à l'imposition des presbytères, etc.

La Commission se partage sur cette proposition:

Pour: Molson, Mercier, Lévesque, Lévy, Sadler, Larivière, Lapointe et Lavallée—8.

Contre: Payette, Martin et Proulx—3.

Ladite proposition est affirmativée, et il est

Résolu: En conséquence.

19.—M. l'échevin Mercier

Propose: De donner instruction au Département en Loi de préparer une clause par laquelle la Ville, dans le cas d'immeuble exempt de taxe (parce que cette clause vient sous le titre de propriété servant au culte religieux ou occupée pour des fins de charité), vendu par spéculation, aura le droit d'imposer une taxe sur ces immeubles et la prélever pour les 10 années antérieures à la vente.

La Commission se partage sur cette proposition:

Pour: Molson, Mercier, Larivière, Sadler et Lévesque—5.

Contre: Lévy, Payette, Martin, Proulx, Lapointe et Lavallée—6.

Ladite proposition est ainsi négativée.

20.—La Commission prend en considération la question de quelques anciennes exemptions de taxe dans la Ville, et il est

Résolu: De prier le Département en Loi de faire rapport à ce sujet pour la prochaine assemblée.

21.—Etant soumise de nouveau la question du droit de vote conféré aux Compagnies dans la Ville,

M. l'échevin Payette

Propose: De prendre de nouveau en considération la résolution adoptée à ce sujet par la Commission.

La Commission se partage sur cette proposition:

Pour: Lévesque, Lévy, Payette, Proulx, Larivière et Lavallée—6.

Contre: Molson, Mercier, Martin, Sadler et Lapointe—5.

M. l'échevin Sadler soulève un point d'ordre, alléguant que le vote affirmatif qui vient d'être donné n'est pas suffisant pour adopter telle proposition, étant donnée la décision préalable de cette Commission.

M. le président décide que ledit point d'ordre est mal fondé, et ladite proposition est en conséquence déclarée adoptée.

Sur ce, M. l'échevin Payette

Propose: Que la résolution préalablement adoptée soit abrogée.

La Commission se partage:

Pour: Lévesque, Lévy, Payette, Proulx, Larivière et Lavallée—6.

cernant la notice to be given to the City in cases of claims for damages, etc., and it was

Resolved: That the suggestions of the Law Department in this connection be agreed to.

15.—Ald. Payette submitted to the Committee the advisability of providing for the appointment of a Board of Control to conduct a certain part of the City's affairs, and the Committee having agreed in principle to this suggestion, Ald. Payette

Moved: That the Law Department be instructed to prepare an amendment in this connection.

The Committee divided thereon:

Yeas: Molson, Mercier, Larivière, Payette, Sadler, Lévesque, Lapointe and Lavallée—8.

Nays: Lévy, Martin and Proulx—3.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

16.—The Law Department was instructed to draft an amendment whereby all private streets or lanes open to the public shall be subject to taxation.

17.—The Law Department suggested an amendment to Art. 407 of the Charter by replacing the word "four" therein by the word "five", and also to Article 404 by striking therefrom the words "Lower Canada" and substituting for the same other words as suggested by the Law Department; and also suggested that sub-section 113 of Article 300 of the Charter be amended by imposing certain restrictions and obligations upon drivers of vehicles in case of fire.

Resolved: That said proposed amendments be agreed to.

18.—Ald. Mercier

Moved: That the Law Department be instructed to reinsert in the proposed amendments to the Charter the clause previously suggested in connection with the tax on parsonages, manses, etc.

The Committee divided thereon:

Yeas: Molson, Mercier, Lévesque, Lévy, Sadler, Larivière, Lapointe and Lavallée—8.

Nays: Payette, Martin and Proulx—3.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

19.—Ald. Mercier

Moved: That the Law Department be instructed to prepare a clause whereby the City, in case of real estate exempted from taxation (because the same comes under the head of property held for religious or charitable purposes) which is sold through speculation, shall have the right to levy thereon the ordinary real estate tax and collect the same for the past 10 years.

The Committee divided thereon:

Yeas: Molson, Mercier, Larivière, Sadler and Lévesque—5.

Nays: Lévy, Payette, Martin, Proulx, Lapointe and Lavallée—6.

So it was passed in the negative.

20.—The Committee considered the question of certain old standing exemptions from taxation throughout the City, and it was

Resolved: To instruct the Law Department to report to the Committee in this connection at next meeting.

21.—The question of the right of vote to be conferred upon companies in the City being again taken up, Ald. Payette

Moved: That the resolution in this connection previously adopted by the Committee, be reconsidered.

The Committee divided thereon:

Yeas: Lévesque, Lévy, Payette, Proulx, Larivière and Lavallée—6.

Nays: Molson, Mercier, Martin, Sadler and Lapointe—5.

Ald. Sadler raised a point of order, contending that the affirmative vote just given was not sufficient to adopt such motion, in view of the previous decision of the Committee.

The chairman ruled that said point of order was not well taken, and said motion was accordingly declared adopted.

Ald. Payette thereupon

Moved: That the resolution adopted in this connection by the Committee be annulled.

The Committee divided thereon:

Yeas: Lévesque, Lévy, Payette, Proulx, Larivière and Lavallée—6.

Contre: Molson, Mercier, Martin, Sadler et Lapointe—7.
Ladite proposition est ainsi affirmativée, et il est
Résolu: En conséquence.

22.—M. l'échevin Mercier

Propose: D'amender l'article 422 de la charte en substituant aux mots "trois quarts des membres du Conseil" les mots "la majorité du Conseil entier," et de prier le Département en Loi de rédiger une clause à cet effet, et de l'insérer dans les amendements à la charte.

M. l'échevin Lévy propose en

Amendement: De prier le Département en Loi de rédiger une clause à ce sujet, mais en y insérant les mots "deux tiers des membres du Conseil" au lieu des mots "trois quarts des membres du Conseil" tel que pourvu par ladite section 422.

La Commission se partage sur ledit amendement:

Pour: Lévesque, Lévy, Martin, Larivière et Lapointe—5.

Contre: Molson, Mercier, Payette, Proulx, Sadler et Lavallée—6.

Ledit amendement est ainsi négativé.

La Commission se partage sur la proposition principale:

Pour: Mercier, Lévesque, Lévy, Martin, Proulx, Larivière, Lapointe et Lavallée—8.

Contre: Molson, Payette et Sadler—3.

Ladite proposition est ainsi affirmativée, et il est
Résolu: En conséquence.

23.—A la suggestion de M. l'échevin Larivière, il est

Résolu: De prier le Département en Loi de rédiger une clause et de l'insérer dans les amendements à la charte, par laquelle la Ville aura le droit d'acquérir la moitié de l'égout de la rue Iberville, au prix de \$7,500, payable par les propriétaires riverains, suivant les dispositions de l'article 450 de la charte.

24.—M. l'échevin Lapointe suggère que les mots suivants soient ajoutés au paragraphe (d) de l'article 334 de la charte, tel que remplacé par l'article 27 de la loi 3 Edouard VII, chap. 62, savoir: "La Cité est autorisée à charger au compte du Fonds de Réserve les dépenses occasionnées par le règlement de réclamations, par les délégations dûment autorisées par le Conseil et aussi par l'enlèvement de la neige et de la glace."

Résolu: D'adopter cette suggestion.

25.—M. l'échevin Nault suggère que l'article 281 de la charte soit amendé, en fixant à \$1,000 au lieu de \$500, tel qu'à présent, le montant du cautionnement exigé dans le cas de contestation d'élection.

Résolu: De prier le Département en Loi de rédiger une clause à cet effet et de l'insérer dans les amendements à la charte.

26.—A la suggestion de M. l'échevin Lévesque, il est

Résolu: De prier le Département en Loi de rédiger une clause et de l'insérer dans les amendements à la charte, par laquelle la Ville aura droit d'emprunter \$2,000,000, à l'effet d'améliorer l'aqueduc, ladite somme devant être empruntée au moyen d'un emprunt échéant dans 40 ans, avec fonds d'amortissement, ledit emprunt ne devant pas être considéré comme faisant partie de la dette consolidée de la Cité.

La Commission s'ajourne à mercredi prochain, le 5 décembre, à 8 hrs p.m.

Ajournement.

RENE BAUSET,
Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLÉE SPÉCIALE DU 3 DECEMBRE

ORDRE DU JOUR

RAPPORTS

1. *Spéciale.*—Au sujet du renouvellement du contrat de la Cie M. L. H. & P.
2. *Spéciale, minorité de.*—Au sujet du renouvellement du contrat de la Cie M. L. H. & P.

CAHIER DE CHARGES.

3. Cahier de charges pour la fourniture du gaz.

Nays: Molson, Mercier, Martin, Sadler and Lapointe—5.
So it was carried and
Resolved: Accordingly.

22.—Ald. Mercier

Moved: That Article 422 of the Charter be amended by substituting for the words "three fourths of the Council" therein the words "majority of the whole Council", and that the Law Department be instructed to draft a clause accordingly, and insert the same in the proposed amendments to the Charter.

Ald. Lévy moved in

Amendment: That the Law Department be instructed to draft a clause in this connection, but with the words "two-thirds of the members of Council" therein instead of the words "three-fourths of the Council", as at present provided by said section 422.

The Committee divided on said amendment:

Yeas: Lévesque, Lévy, Martin, Larivière and Lapointe—5.

Nays: Molson, Mercier, Payette, Proulx, Sadler and Lavallée—6.

So it passed in the negative.

The Committee divided on the main motion:

Yeas: Mercier, Lévesque, Lévy, Martin, Proulx, Larivière Lapointe and Lavallée—8.

Nays: Molson, Payette and Sadler—3.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

23.—At the suggestion of Ald. Larivière, it was

Resolved: To instruct the Law Department to draft a clause, and insert the same in the proposed amendments to the Charter, whereby the City will be empowered to acquire one half of the sewer in Iberville at a cost of \$7,500 the same to be paid by bordering proprietors, according to the provisions of Article 450 of the Charter.

24.—Ald. Lapointe suggested that the following words be added to paragraph (d) of Art. 334 of the Charter, as replaced by Art. 27 of the Act 3 Edward VII, chap. 62, viz: "The City is authorized to charge against the Reserve Fund the expenditure in connection with the settlement of claims, delegations duly authorized by the Council, and also in connection with the removal of snow and ice."

Resolved: That this suggestion be agreed to.

25.—Ald. Nault suggested that Art. 281 of the Charter be amended by fixing at \$1,000 instead of \$500, as at present, the amount of surety required in connection with contested elections.

Resolved: That the Law Department be instructed to draft a clause to that effect and insert the same in the proposed amendments to the Charter.

26.—At the suggestion of Ald. Lévesque, it was

Resolved: That the Law Department be instructed to draft a clause and insert the same in the proposed amendments to the Charter, whereby the City shall be empowered to borrow a sum of \$2,000,000 to improve the water works, said sum to be borrowed by means of a loan maturing in 40 years, with a sinking fund, such loan not to be considered as forming part of the consolidated debt of the City.

The Committee then adjourned until Wednesday next, the 5th December, at 8 o'clock p.m.

Adjourned.

RENE BAUSET,
Secretary.

CITY COUNCIL

SPECIAL MEETING OF THE 3rd OF DECEMBER 1906

ORDER OF THE DAY

REPORTS.

1. *Special.*—Re M. L. H. & P. Co's. renewal of Contract.
2. *Minority of Special.*—Re M. L. H. & P. Co's. renewal of Contract.

SPECIFICATION.

3. Specification for the supply of gas.

REGLEMENTS.

4. 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* construction des édifices sur la rue Dorchester et autres rues. (Yates).
5. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260. (Sadler).

MOTIONS.

6. *Dagenais*.—Pour forcer les compagnies d'abattoirs de payer le traitement d'un inspecteur.
7. *Marin*.—Pour abroger une certaine résolution *re* écurie sur la rue Mackay.

REGLEMENTS

8. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 49. (Houlé).
9. 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 210. (Carter).
10. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* écuries. (Dagenais).
11. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260. (Leclaire).
12. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement imposant une taxe sur les poteaux, etc. (Nault).
13. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* fonds de retraite pour les employés municipaux. (Gadbois).
14. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260. (Yates).
15. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 354. (Gadbois).
16. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement pour permettre à la Cie du Chemin de fer Electrique des Comtés du Sud de pénétrer dans la Ville. (J. B.-A. Martin).
17. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* la Cie M. L. H. & P. (J. B.-A. Martin).
18. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 50. (Larivière).
19. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 340. (Larivière).

MOTIONS.

20. *Martin, J. B. A.*—Pour amender le règlement No. 343.
21. *O'Connell*.—Pour permettre à la compagnie "Montreal Steel Works" de poser un tuyau le long de la rue St. Etienne.
22. *Lapointe, N.*—Pour permettre à la Cie des Tramways de construire un tunnel au-dessous de la rue Notre-Dame.

RAPPORT.

23. *Voirie*.—Pour changer les noms de certaines rues.

MOTIONS.

24. *Leclaire*.—Pour amender le règlement No. 240.
25. *Payette*.—Pour amender la règle 115.

REGLEMENTS.

26. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement fixant le poids du pain. (Houlé).
27. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement à l'effet de permettre à la Cie des tramways d'établir un transbordeur de charbon. (Larivière).

MOTIONS.

28. *Gallery*.—Pour abroger la résolution nommant une Commission Spéciale des Passages à niveau.
29. *Gadbois*.—Pour une règle du Conseil *re* droit de demander que l'étude des rapports qui sont présentés soit différée.
30. *Dagenais*.—Pour amender le règlement No 268.
31. *Labrecque*.—Pour nommer une nouvelle Commission permanente.

REGLEMENTS.

32. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant les édifices sur le parc Crémazie. (Houlé).
33. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant les édifices sur la rue du Palais. (Houlé).

BY-LAWS.

4. 2nd and 3rd reading of a by-law *re* buildings on Dorchester street and on other streets. (Yates).
5. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260. (Sadler).

MOTIONS.

6. *Dagenais*.—To compel Abattoir Companies to pay salary of an inspector.
7. *Marin*.—To repeal a certain resolution *re* stable on Mackay St.

BY-LAWS.

8. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 49. (Houlé).
9. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 210. (Carter).
10. 1st, 2nd and 3rd reading of a by law *re* stables. (Dagenais).
11. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260. (Leclaire).
12. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to levy a tax on poles, etc. (Nault).
13. 1st, 2nd and 3rd reading of a by law *re* pension fund for civic employes. (Gadbois.)
14. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260. (Yates).
15. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 354. (Gadbois).
16. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow Southern Counties Electric Railway to enter the City. (J. B. A. Martin).
17. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* M. L. H. & P. Co. (J. B. A. Martin).
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 50. (Larivière).
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 340. (Larivière).

MOTIONS.

20. *Martin, J. B. A.*—To amend by-law No. 343.
21. *O'Connell*.—To allow Montreal Steel Works to lay a pipe along St. Etienne Street.
22. *Lapointe, N.*—To allow M. S. Ry. Co. to construct a tunnel under Notre Dame Street.

REPORT.

23. *Road*.—To change the names of certain streets.

MOTIONS

24. *Leclaire*.—To amend by-law No. 240.
25. *Payette*.—To amend Rule 115.

BY-LAWS

26. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to fix the weight of bread. (Houlé).
27. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow the M. S. R. Co. to erect a coal conveyer. (Larivière).

MOTIONS.

28. *Gallery*.—To repeal resolution appointing Special Committee on level crossings.
29. *Gadbois*.—For a Rule of Council *re* right to call "Next Meeting."
30. *Dagenais*.—To amend by law No. 268.
31. *Labrecque*.—To appoint a new Standing Committee.

BY-LAWS

32. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* buildings on Cremazie Park. (Houlé).
33. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* buildings on Palais Street. (Houlé).

34. 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 343. (Yates).

RAPPORTS

35. *Finance et Voirie*.—Pour payer compte de la Cie. des Tramways pour déplacement de ses rails.
36. *Incendie et Eclairage*.—Pour opérer le virement d'une somme de \$200.

MOTIONS

37. *White*.—Pour permettre à J. Coristine de poser un tuyau à travers la rue St-Nicolas.
38. *Gadbois*.—Pour en appeler du jugement dans la cause de la fermeture de bonne heure.
39. *Dagenais*.—Pour amender le règlement No. 318.
40. *Gadbois*.—Pour permettre à la Cie. de Publication de *La Patrie* de fournir lumière, chaleur et force motrice.
41. *Lapointe, L. A.*—Pour permettre à J. H. Nault de fournir lumière, chaleur et force motrice.
42. *Yates*.—Pour amender le règlement No. 34.
43. *Lapointe, L. A.*—Pour abroger résolution *re* salaire des journaliers.
44. *Lapointe, L. A.*—Pour acquérir ou louer le canal de Beauharnois.
45. *Nault*.—Pour amender le règlement No 260.
46. *Nault*. Pour qu'aucun privilège exclusif ne soit accordé pour la fourniture de l'électricité.
47. *Roy*.—Pour un rapport sur l'emploi des déchets pour la production de l'électricité.
48. *Martin, M.*—Pour fixer les heures de travail et les salaires des manoeuvres.
49. *Martin, M.*—Pour fixer les heures de travail et les salaires des charretiers.
50. *Levy*.—Pour prohiber la circulation de voitures lourdes dans certaines rues.
51. *Lapointe, L. A.*—Pour permettre à G. DeSerres de fournir l'éclairage et la force motrice.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

34. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by law No 343. (Yates).

REPORTS.

35. *Finance and Road*.—To pay account of M. S. Ry. Co. for moving tracks.
36. *Fire & Light*.—To vary \$200.

MOTIONS.

37. *White*.—To allow J. Coristine to lay a pipe across St. Nicholas Street.
38. *Gadbois*.—To appeal from judgment in early closing by-law case.
39. *Dagenais*.—To amend by-law No. 318.
40. *Gadbois*.—To allow *La Patrie* Publishing Co. to supply light, heat and power.
41. *Lapointe L. A.*—To allow J. H. Nault to supply light, heat and power.
42. *Yates*.—To amend by-law No. 34.
43. *Lapointe, L. A.*—To repeal resolution *re* laborers' wages.
44. *Lapointe, L. A.*—To acquire or lease Beauharnois Canal.
45. *Nault*.—To amend by-law No. 260.
46. *Nault*.—That no exclusive contract be granted for electricity.
47. *Roy*.—For a report on manufacture of electricity from garbage.
48. *Martin, M.*—To fix working hours and wages of laborers.
49. *Martin, M.*—To fix working hours and wages of carters.
50. *Levy*.—To prohibit heavy vehicles in certain streets.
51. *Lapointe, L. A.*—To allow G. DeSerres to supply light and power.

L. O. DAVID,
City Clerk.



SERVICE DES LICENCES

NUMEROS

Des soumissions cachetées, adressées au soussigné, seront reçues au bureau du greffier de la Cité, jusqu'à

VENDREDI MIDI, LE 7 DECEMBRE PROCHAIN,

pour la fourniture de numéros de licences et de voitures, insignes, etc., etc.

Une soumission séparée devra être faite pour les numéros peints et une autre pour les numéros en métal, et l'on pourra soumissionner pour l'une ou l'autre classe de ces numéros, ou pour les deux, et l'on pourra soumissionner pour une ou trois années.

Chaque soumissionnaire devra faire sa ou ses soumissions sur des blancs qu'il pourra se procurer au bureau du surintendant du service des licences, Hôtel de ville.

Un chèque accepté équivalant à 15 p. c. du montant de la soumission devra accompagner chaque soumission.

Les fournitures devront être livrées pas plus tard que le 15 Avril prochain, à défaut de quoi une amende de \$200 sera imposée.

La plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Cité.

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ,
HÔTEL DE VILLE,
Montréal, 27 Nov. 1906.



LICENSE DEPARTMENT

NUMBERS

Sealed tenders addressed to the undersigned will be received at the City Clerk's office until 12 o'clock noon,

FRIDAY THE 7th DAY OF DECEMBER NEXT

for license and vehicle numbers, badges, etc.

A separate tender must be made for painted numbers and another for metal numbers, and tenderers will be permitted to tender for either one or the other class of such numbers, or for both, and they may also tender for one or three years.

Each tenderer must tender on forms to be had from the office of the Superintendent of licenses, City Hall.

An accepted cheque equal to 15 per cent of the amount of the tender must accompany each tender.

Supplies to be furnished not later than the 15th day of April next, in default of which a fine of \$200 will be imposed.

The lowest or any tender not necessarily accepted.

L. O. DAVID,
City Clerk.

CITY CLERK'S OFFICE,
CITY HALL,
Montreal, Nov. 26th, 1906.



EXPROPRIATIONS

1906-1907

AVIS

Avis public est par les présentes donné que les rôles de contribution foncière spéciale pour l'élargissement des rues suivantes :

Ave de l'H-de-Ville, vis-à-vis les lots 21, sub. 1, 2, et pt 3, qrt. St-Jean Bte			
Beaudry	665	St-Jacques	
Cadieux	943-3 et 4	St-Louis	
Catherine (Ste)	1703-91	St-Antoine	
Denis (St)	209-13	St-Denis	
Denis (St)	209-16 et 17	St-Denis	
Dorchester	589	St-Jacques	
Dufresne	1423	Ste-Marie	
Dufresne	1415	Ste-Marie	
Logan	946	Ste-Marie	
Maurice (St)	1803	Ste-Anne	
Montagne (de la)	671-2	St-Antoine	
Mont Royal Avenue	160-1a	St-Denis	
Mont Royal Avenue	14-13 et 14	St-Jean-Bte	
Mont Royal Avenue	328-557	St-Denis	
Mont Royal Avenue	330-84, 85	St-Denis	
Parthenais	1495	Ste-Marie	

sont complétées et sont maintenant déposés au bureau du soussigné, à l'Hôtel de Ville.

Toutes les personnes y mentionnées comme sujettes au paiement de quelque taxe ou contribution foncière sont par le présent sommées d'en payer le montant au soussigné, à son bureau dans les trente jours de cette date, sans autre avis.

W. ROBB,
Trésorier de la Cité.

BUREAU DU TRÉSORIER DE LA CITÉ,
HÔTEL DE VILLE,
Montréal, 28 novembre 1906.



RUE ELGIN

Dans l'instance de l'expropriation pour l'élargissement de la rue Elgin, vis-à-vis le lot du cadastre No. 107, subdivision C, dans le quartier Saint-Laurent de la Cité de Montréal.

Avis public est par le présent donné, que le rôle de répartition, dans l'instance plus haut citée, est maintenant déposé en mon bureau, à l'Hôtel de Ville, où les intéressés pourront l'examiner jusqu'à Lundi, le 10 Décembre 1906, et que Mardi, le 11 Décembre 1906, à 10 heures a. m., j'entendrai toutes les plaintes et objections qui seront faites concernant ledit rôle de répartition.

JOHN-R. BARLOW,
Inspecteur de la Cité.

BUREAU DE L'INSPECTEUR DE LA CITÉ,
HÔTEL DE VILLE,
Montréal, 29 Novembre 1906.



EXPROPRIATIONS

1906-1907

NOTICE

Public notice is hereby given that the rolls of special assessment for the widening of the following streets .

H. de Ville Avenue, opp. Cad. Nos. 21, sub. 1, 2 & 3, St. Jean Bte Ward			
Beaudry	665	St. James	
Cadieux	943-3 & 4	St. Louis	
Catherine (St)	1703-91	St. Antoine	
Denis (St)	209-13	St. Denis	
Denis (St)	209-16 & 17	St. Denis	
Dorchester	589	St. James	
Dufresne	1423	St. Mary	
Dufresne	1415	St. Mary	
Logan	946	St. Mary	
Maurice (St)	1803	St. Ann	
Mountain	671-2	St. Antoine	
Mount Royal (Ave)	160-1a	St. Denis	
Mount Royal (Ave)	14-13 & 14	St. Jean Bte	
Mount Royal (Ave)	328-557	St. Denis	
Mount Royal (Ave)	330-84, 85	St. Denis	
Parthenais	1495	St. Mary	

are completed and are now deposited in the office of the undersigned at the City Hall.

All persons whose names appear therein as liable for the payment of any tax or assessment, are required to pay the amount thereof to the undersigned at his said office, within thirty days from this date, without further notice.

W. ROBB,
City Treasurer.

CITY TREASURER'S OFFICE,
CITY HALL,
Montreal, November 28th, 1906.



ELGIN STREET

In the matter of expropriation for the widening of Elgin street, opposite lot No. 107, subdivision C, in the Saint-Lawrence Ward of the City of Montreal.

Public notice is hereby given, that the assessment roll in the above matter, is now deposited in my office, at the City Hall, where the interested parties may examine it until Monday the 10th December 1906, and that on Tuesday the 11th December 1906, at 10 o'clock a. m., I shall hear all complaints that may be made against said roll.

JOHN R. BARLOW,
City Surveyor.

CITY SURVEYOR'S OFFICE,
CITY HALL,
Montreal 29th November, 1906.



AVIS PUBLIC

REGLEMENT No. 361

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la Cité de Montréal, en vertu des pouvoirs que lui confère la charte de ladite Cité, a adopté un règlement intitulé "Règlement No. 361 à l'effet de permettre à la Cie. du chemin de fer du Grand Tronc du Canada de construire un tunnel au-dessous de la rue McGill pour établir la communication entre les deux édifices de ladite compagnie".

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ,
HÔTEL DE VILLE,
Montréal, 27 novembre 1906.

RENE BAUSET,
Greffier adjoint de la Cité.



PUBLIC NOTICE

BY LAW No. 361

Public Notice is hereby given that the Council of the City of Montreal, in virtue of the powers conferred upon it by the Charter of the said City, has adopted a by law known as "By-Law No. 361 to allow the G.T.R. Co. of Canada to construct a sub-way under McGill Street for communication between said Company's two buildings".

CITY CLERK'S OFFICE,
CITY HALL,
Montreal, November 27th, 1906.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.

SERVICE DES INCENDIES.

FIRE DEPARTMENT.

Rapport de la semaine finissant Mercredi, 28 Novembre à 12 h p.m. Weekly report ending Wednesday, November 28th, at 12 p.m.

Date.	Heure Hour.	Avertis- seur. Box.	Localité. Location.	Quartier. Ward.	Genre d'édifice. Description of building	Usage. For what purpo- se occupied.	Cause de l'incendie. Cause of fire.	Occupant. Tenant.	Dom- mages. Damages	Ont répon- dus à l'ap- pel (stat'n. Respd to call (stat.
Nov. 21	8.00 a. m.	Still.....	Mill Street.....	St. Ann's ...	Coal Dump	Dump.....	Spontaneous..	Sydney Coal Co.....	Slight.....	4
" 21	7.50 p. m.	837	Moreau Street.....	Hochelaga....	Street..	Street.....	Electric Wire..	M. L. H. P. Co.....	None.....	13
" 22	8.00 a. m.	Still.....	Mill Street.....	St. Ann's ...	Coal Dump	Dump.....	Spontaneous..	Sydney Coal Co.....	Slight.....	4
" 22	11.40 a. m.	Phone.....	19 Fauteux.....	St. Cunégonde	Brick.....	Saw Mill.....	Boiler.....	H. Fauteux.....	None.....	22
" 22	4.42 p. m.	544	184 St. Dominique.	St. Louis.....	"	Fruit Store....	Pipe Smoking..	A. Paquette.....	Slight.....	5, 6
" 23	3.25 a. m.	329	332 William.....	St. Ann's ...	Wood.....	Storage.....	Hot Ashes.....	Syracuse Smelt. Co.	"	4
" 23	10.05 a. m.	739	201 Champlain....	Papineau.....	Brick.....	Dwelling.....	Matches.....	P. Dupuis.....	"	8, 2 children were burnt to death.
" 23	10.30 a. m.	Still.....	Mill Street.....	St. Ann's ...	Coal Dump	Dump.....	Spontaneous..	Sydney Coal Co.....	"	4
" 23	9.57 p. m.	Still.....	147 Bleury St.....	St. Lawrence..	Stone.....	Dwelling.....	Cigar smoking	Mrs. Fortier.....	"	5
" 24	2.30 a. m.	Phone.....	17 Mill Street....	St. Ann's ...	Wood.....	Lumber Yard..	Unknown.....	G. H. Peters.....	"	3
" 24	8.00 a. m.	Still.....	Mill Street.....	"	Coal Dump	Dump.....	Spontaneous..	Sydney Coal Co.....	"	4
" 24	12.17 p. m.	525	150 Dorchester Est	St. Louis.....	Wood.....	Stable.....	Boiling tar....	Mrs. L. Turcot..	"	6
" 24	6.50 p. m.	154	30 Rousseau.....	St. James.....	"	Shed.....	Matches.....	P. Dupuis.....	None.....	7
" 25	12.16 a. m.	118	393 St. Paul.....	Centre.....	Stone.....	Fur Wholesale..	Unknown.....	The N. W. Fur Co.	Consd.....	1, 2, 3, 4, 20
" 25	1.05 a. m.	83	"	St. Henri.....	"	"	"	False Alarm.....	"	23
" 25	2.40 a. m.	27	"	"	"	"	"	"	"	23
" 25	3.10 a. m.	27	"	"	"	"	"	"	"	23
" 25	8.35 a. m.	Phone.....	2 Phillips Place..	St. George.....	Stone.....	Boaring House	Furnace.....	M. Robidoux.....	Consd.....	5
" 25	1.00 p. m.	Still.....	Mill Street.....	St. Ann's ...	Coal Dump	Dump.....	Spontaneous..	Sydney Coal Co.....	Slight.....	4
" 25	4.15 p. m.	Still.....	16 Delormier.....	Papineau.....	Brick.....	Dwelling.....	Matches.....	Mrs. Granville..	"	8
" 25	4.45 p. m.	347	306 Richmond....	St. Joseph....	Stone.....	Church.....	Furnace.....	St. Joseph's Church	"	12
" 25	5.08 p. m.	Still.....	36 Ontario Street.	St. Louis.....	Wood.....	Shed.....	Unknown.....	M. Charbonneau..	"	6
" 25	11.10 p. m.	Aut. 26..	"	Lafontaine.....	"	"	"	Automatic False..	"	11
" 26	8.20 a. m.	Still.....	36 Delormier.....	Papineau.....	Brick.....	Dwelling.....	Chimney.....	J. Guetshaw.....	"	8
" 26	8.30 a. m.	Still.....	Mill street.....	St. Ann's ...	Coal Dump	Dump.....	Spontaneous..	Sydney Coal Co.....	"	4
" 26	11.53 a. m.	574	313 Ontario Est..	Lafontaine.....	Brick.....	Dwelling.....	Chimney.....	J. Quesnel.....	None.....	11
" 26	1.50 p. m.	Phone.....	271 St. Lawrence.	St. Louis.....	Stone.....	Hardware Store	"	Wilson Bros.....	Slight.....	6
" 26	6.38 p. m.	594	St. Denis Street.	"	Wood.....	Street Car 816	Electricity....	M. S. Ry Co.....	"	6
" 26	8.55 p. m.	Phone.....	198 Dorchesrer Est	"	"	Wooden Pole..	"	M. L. H. P. Co.....	"	2
" 26	10.05 p. m.	Phone.....	3261 Notre Dame.	St. Cunégonde	Brick.....	Plumber Shop..	Matches.....	A. Daoust.....	"	22
" 27	8.00 a. m.	Still.....	Mill Street.....	St. Ann's ...	Dump.....	Coal Dump....	Spontaneous..	Sydney Coal Co.....	"	4
" 27	12.02 p. m.	Phone.....	57 Common.....	West.....	Stone.....	Offices.....	Chimney.....	Harbour Commiss.	None.....	1
" 27	5.44 p. m.	362	342 St. James.....	St. Joseph....	Brick.....	Printing Office.	Stove.....	Timms Noble Co..	Slight.....	4
" 27	6.17 p. m.	154	1 Lacroix.....	St. James.....	Stone.....	Wine Cellar....	"	A. Bernier Co.....	"	2, 7, 8,
" 27	6.31 p. m.	117	301 Notre Dame E.	East.....	"	Clothing Store..	Unknown.....	M. Tabah & Sons..	"	2, 20
" 27	10.41 p. m.	544	344 St. Lawrence..	St. Lawrence..	"	"	"	J. Herskowitz....	"	6
" 28	2.31 a. m.	Phone.....	255 Richelieu....	St. Henri.....	Brick.....	Dwelling.....	Lamp upset....	R. Vaillancourt..	"	22
" 28	7.35 a. m.	Still.....	447 Guy.....	St. Andrews..	"	Plumber Shop..	Matches.....	J. Ryan.....	"	10

Z. BENOIT,
Chef de la Brigade.—Chief Fire Department.

DEPARTEMENT D'HYGIENE.—HEALTH DEPARTMENT.

Bulletin de la semaine finissant le Samedi, 24 Novembre, à midi. Weekly report, ending Saturday, the 24th November, at noon.

CAS DE MALADIES ET DÉCÈS RAP- PORTÉS.	Semaine Week.		Depuis le com- mencement de l'année.		CASES OF DISEASES AND DEATHS REPORTED.
	Cas.	Décès.	Cas.	Décès.	
	Cases	Deaths	Cases.	Deaths	
Fièvre typhoïde.....	10	6	636	105	.....Typhoid Fever
Variole.....			5		.....Smallpox
Varicelle.....			87		.....Chickenpox
Rougeole.....	23	1	1271	57	.....Measles
Scarlatine.....	3		202	2	.....Scarlet-fever
Diphthérie et Croup.....	22	3	579	107	Diphtheria & Croup
Coqueluche.....	1		233	91	.....Whooping-Cough
Tuberculose.....	17	14	862	719	.....Tuberculosis
Pneumonie.....		20		488	.....Pneumonia
Entérite, diarrhée, } choléra infantile }		15		1538	Enteritis, diarrh cholera infantum.
Autres maladies.....	2	82	107	3492	.....Other diseases..
Total.....	78		3977	6599	.....Total
Illégitimes.....				465	.....Illegitimats
				7064	

HOPITAL CIVIQUE.	Diphthérie. Diphtheria.	Scarlatine. Scarlatina.	Autres cas. Other cases.	Majeurs. Of age	Mineurs. Under age.	CIVIC HOSPITAL.
Patients admis.....	8	5	5	5	13	.....Patients admitted
Patients guéris.....	15	1	6	12	10	.....Patients cured
Patients décédés.....	1				1	.....Patients who died
Patients actuels.....	28	18	10	31	25	.....Patients now confin.

TUBERCULOSE.		TUBERCULOSIS.	
Visites.....	106	..... Visits	
Désinfections.....	11	.....Disinfections	
Crachoirs hygiéniques distribués.....	780	.....Sanitary cuspidors distributed	

MESURES PRÉVENTIVES.		PREVENTIVE MEASURES	
Maisons désinfectées.....	24	.....Houses disinfected	
Maisons en état d'insalubrité.....	56	.....Houses in an unhealthy condition	
Isolements domiciliaires.....	7	.....Houses isolated	
Vérifications de maladies conta- gieuses.....	18	.....Contagious diseases investigated	
Vérifications de vaccinations dans les écoles.....	2239	.....Vaccinations verified in schools	
Vérifications de vaccinations dans les manufactures.....	72	.....Vaccinations verified in factories	
Vaccinations.....	72	.....Vaccinations	
Revaccinations.....		.....Revaccinations	
Avis légaux.....	69	.....Notices served	
Actions intentées.....	2	.....Prosecutions	
Jugements obtenus.....		.....Judgments obtained	
Curage de fosses d'aisances.....	5	.....Privies cleaned	

ABATTOIRS Abattus.		ABATTOIRS. Slaughtered.	
Bœufs.....	2639	.....Cattle	
Veaux.....	1087	.....Calves	
Moutons.....	4057	.....Sheep	
Cochons.....	7098	.....Hogs	

Confiscations.		Confiscations	
Bœufs.....	42	.....Cattle	
Veaux.....	1	.....Calves	
Moutons.....	2	.....Sheep	
Cochons.....	1	.....Hogs	
Foies.....	258 lbs.	.....Livers	
Viande meurtrie.....	250 lbs.	.....Bruised meats	

OPÉRATIONS DES INSPECTEURS SANITAIRES

WORK OF THE SANITARY INSPECTORS.

Visites régulières.....	1790	.....Regular visits
Visites spéciales.....	275	.....Special visits
Secondes visites.....	216	.....Second visits
Logements visités.....	1915	.....Dwelling visits
Autres bâtisses.....	214	.....Other buildings
Etables et écuries.....	155	.....Stables
Caves.....	591	.....Cellars
Cours.....	985	.....Yards
Ruelles.....	39	.....Lanes
Latrines.....	15	.....Privies
Amas de fumier.....	25	.....Accumulations of manure
Plaintes des citoyens.....	100	.....Complaints from citizens
Plaintes fondées.....	84	.....Complaints founded
Plaintes non fondées.....	16	.....Complaints unfounded
Ordres donnés pour faire dispa- raître diverses nuisances.....	104	Orders given to abate nuisances

Maisons malpropres.....		.....House duty
Canaux neufs.....	53	.....New drains
Permis de plomberie.....	21	.....Plumbing permits
Certificats de plomberie.....	3	.....Plumbing certificates issued
Jours d'autres fonctions.....	21	.....Days on other work
Epreuves des drainages.....	96	.....Drainage tests
Egouts.....	906	.....Sewers
Evier.....	5226	.....Kitchen Sinks
Tuyaux de renvoi.....	5226	.....Waste-pipes
Water-closets.....	2257	.....Water-closets
Tuyaux de vidange.....	2142	.....Refuse pipes
Ventilation.....	2257	.....Ventilation
Chambres noires.....	107	.....Dark rooms
Sous-sols.....	252	.....Basements
Secondes avis.....	17	.....Second notices
Terrains vacants.....	20	.....Vacant lots

INSPECTION DES ALIMENTS

Lait. Milk.	Pain Bread.	Viande. Meat.	Poisson. Fish.	Fruits, Lég et Glace. Fruits, Vege- table & Ice.
----------------	----------------	------------------	-------------------	---

FOOD INSPECTION.

Inspections.....	175	.....Number of inspections
Echantillons examinés.....	27	.....Samples examined
Analyses.....	3	.....Analysis
Plaintes.....		.....Complaints
Avis.....		.....Notices
Confiscations.....	2345 lbs	.....Confiscations
Condamnations.....	276 lbs	.....Judgments obtained
Qualité moyenne.....	1028 { Beurre. } Densité. 35%	.....Average quality

DÉCÈS.	Sexe.—Sex.		Tot. An. Tot. Year	DEATHS.	DÉCÈS		Tot. An. Tot. Year	DEATHS.	
	M.	F.			M.	F.			
De 0 à 6 mois.....	16	9	1773	.....From 0 to 6 months	De 50 à 60 ans.....	8	4	414	.....From 50 to 60 years
De 6 à 12 mois.....	8	4	871	.....From 6 to 12 months	De 60 à 70 ans.....	6	6	445	.....From 60 to 70 years
De 1 à 2 ans.....	5	0	474	.....From 1 to 2 years	De 70 à 80 ans.....	5	10	420	.....From 70 to 80 years
De 2 à 5 ans.....	5	2	347	.....From 2 to 5 years	De 80 à 90 ans.....	1	3	198	.....From 80 to 90 years
De 5 à 10 ans.....	3	2	176	.....From 5 to 10 years	De 90 à 100 ans.....	0	0	43	.....From 90 to 100 years
De 10 à 15 ans.....	1	0	90	.....From 10 to 15 years	De 100 et au-dessus.....	0	0	5	.....From 100 and over
De 15 à 20 ans.....	3	4	175	.....From 15 to 20 years	Total.....	80	61	6599	.....Total.
De 20 à 30 ans.....	7	3	430	.....From 20 to 30 years	Illégitimes.....			465	.....Illegitimate.
De 30 à 40 ans.....	4	7	379	.....From 30 to 40 years				7064	
De 40 à 50 ans.....	8	7	359	.....From 40 to 50 years					

NAISSANCES.

Semaine — Week	
Masculin	Féminin

BIRTHS.

Canadiens.....	Français.....	22	17	3646	French				
	Anglais.....	3	4			852	English		
	Irlandais.....	4	7			570		Irish	
	Écossais.....	0	1			268			Scotch
		3	3			604				.....Canadian
Autres nationalités.....				.....Other nationalities				
Illégitimes.....				.....Illegitimats				
Total.....	32	32	5940	.....Total.				

Service Météorologique.

Meteorological Department.

Rapport de la semaine finissant le Mercredi 28 Novembre à 12 hrs p. m.
Weekly report ending Wednesday, November 28th Midnight.

	Nov. 22	Nov. 23	Nov. 24	Nov. 25	Nov. 26	Nov. 27	Nov. 28
THERMOM.	Maximum...	43	36	34	41	39	29
	Heure.-Hour	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	11 a. m.	3 p. m.
	Minimum....	34	29	28	35	29	21
BAROM.	Maximum...	29.887	30.172	30.167	30.140	30.229	30.174
	Heure.-Hour	11 p. m.	7 p. m.	11 a. m.	11 p. m.	11 a. m.	11 p. m.
	Minimum....	29.659	30.026	30.066	30.016	29.956	29.902
HYGROM.	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
VENT-WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
VELOCITY	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....	..	..	..	..	..	..
WIND	Maximum...	..	..	..	..	..	..
	Heure.-Hour	..	..	..	..	..	..
	Minimum....						

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS.— TRANSFERS OF PROPERTIES.

HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER.

Quartier. Ward	No. d'enregistrement. Registration Number.	Date de l'enregist. Date of registration.	Date du Contrat. Date of Deed.	Vendeur. Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre. Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue. Street.	Genre.—Descrip.	Prix. Price.
St. Denis	128067	20 Nov. 1906	17 nov 1906	N. Guilbault	T. D. Terroux	328-514	2500	Boyer	B	7250 00
	128077	20 "	17 "	St. Denis Land Co	J. Bisson	7-235	2750	Labelle	B	288 75
Hochelaga	128078	20 "	6 oct.	De O. Robert	D. Perron	S. E. 80-155	3600	Moreau	L	250 00
	128079	20 "	15 nov.		P. de LaDurantaye	S. E. 80-143			L	250 00
Duvernay	128084	20 "	12 "	G. Fournier	H. Giroux	6-20	1656	Lasalle	B	2550 00
St. Cuné'de	128085	20 "	17 "	D. H. Gougeon	A. Poirier et al.	2377	3300	Notre Dame	B	4200 00
Duvernay	128091	20 "	19 "	Succ. F. X. Rastoul	C. Gravel	10-2 & 3	2935	Duluth	B	7000 00
Lafontaine		20 "	19 "			1207-121 à 123	3333	Mentana		
St. Marie	128092	20 "	19 "	Rosemount Land & Improvement Co.	J. Plouffe	172-1027	1950	Se Avenue	L	160 00
	128095	20 "	19 "	O. Lorrain	A. Despatie	162-28 à 30	4950	Berri	B	11500 00
St. Denis	128097	20 "	16 "	A. Valiquette	J. Côté	P. 194	3000	Drolet	B	2800 00
St. Henri	128104	20 "	15 "	O. Lamoureux	A. Lacroix	1674-70	2750	St. Antoine	B	6000 00
	128108	20 "	17 "	J. Garand	L. Garand	1093	2850	Bourget	B	1400 00
Hochelaga	128113	20 "	16 "	Succ. H. Hogan	C. Chapron	148-2180, 148-2181	4124	Hogan	B	470 24
St. Denis	128120	20 "	20 "	Delle M. Buteau	O. Buteau	329-106 & 107	4900	Brébeuf	L	975 00
St. Henri	128128	21 "	20 oct.	L. J. A. Chorlebois	Delle H. Lahaie	" Sud. 1626	656	St. Paul	L	190 00
St. Denis	128131	21 "	31 "	F. Taylor & al.	J. Donahue et al.	7-103	2725	St. Hubert	B	2000 00
St. Henri	128137	21 "	20 nov.	M. L. & Mortgage Co.	De T. J. Aquin et al.	1705-79	1752	Delinelle	B	368 62
Hochelaga	128144	21 "	16 "	Succ. H. Hogan	E. Trudeau	148-1902	2000	Wurtele	L	361 00
	128145	21 "	16 "		O. Fagnan	148-1869	2053	Ontario	L	471 17
St. Henri	128157	22 "	17 "	A. A. Trottier	De A. Béliveau	1649	14084	St. Jacques		9000 00
St. Denis	128158	22 "	20 "	St. Denis Land Co	J. M. Campeau	S. E. 8-470	2500	Huntly	L	237 50
	128160	22 "	21 "	D. Deduc	J. P. Trépanier	N. O. 8-734	2565	Labelle	B	1151 00
	128175	22 "	21 "	F. Meunier	B. Boyte	7-585	1618		L	200 00
St. Marie	128191	22 "	7 "	C. Montbleau	D. Paquette	166-63	1680	St. André	L	491 00
St. Jean Bte.	128193	22 "	22 "	O. Vanier	C. Dagenais	P. N. O. 499	10080	Demontigny	L	8064 00
	128209	23 "	20 "	E. St. Denis	D. Sack	329	1458	Esplanade	B	4300 00
St. Gabriel	128211	23 "	22 "	M. Lemieux	A. Cardinal	2840-1	1317	Duluth	B	1500 00
St. Denis	128212	23 "	9 juin	L. Baire	G. M. Pierce	8-755	5073	Rapery	B	2300 00
	128213	23 "	21 nov.	La Cie des Terres du Parc Amherst	E. Prévost	5-79	7856	Dufferin	B	550 00
St. Jean Bte.	128214	23 "	21 "	F. X. Paquette	N. Leclair	334	3187	Ave. Coloniale	B	4000 00
						339-408-4	1725	Marquette	B	3000 00
St. Denis	128218	23 "	14 "	A. Pion	C. Berthiaume	10-102 à 104	6580	St. André	B	850 00
Duvernay	128242	23 "	22 "	J. B. Julien	J. J. Joubert	8-155	2250	Rachel	B	2800 00
	128244	24 "	16 "	T. Brien dit D	C. Paquin	P. 31-178, 31-179	2769	Cuvillier	B	5000 00
Hochelaga	128256	24 "	13 nov.	A. Otis	De T. Grondine	P. 1618	1280	St. Paul	L	299 00
St. Henri	128258	24 "	9 oct.	A. Charbonneau	D. Lanthier et al.	1/2 S. E. 331-109	2159	Brébeuf	B	2300 00
St. Denis	128267	24 "	22 nov.	A. Mongeau	J. Barbeau					

MONTREAL-EAST.

MONTREAL-EST

St. Louis	67317	20 novem. 1906	13 oct. 1906	M. Holber	De H. Bold	1043	1570	St. Laurent	B	1800 00
St. Laurent	67319	20 "	"	Provident Trust & Investment Coy Ltd.	A. Mireau	325 & P. 326	9355	Ontario &c.	B	16500 00
	67320	20 "	13 nov.	De W. J. McNiece	De W. H. Cunningham	44-163	2210	Hutchison	B	7500 00
Lafontaine	67324	21 "	16 "	J. Daniel	J. Archambault	1213-5	2437	Sherbrooke	B	10000 00
St. Louis	67327	21 "	20 "	De L. Labonté & al.	Mont. Gen. Hospital	238	4128	Cadieux	B	12000 00
St. Jacques	67330	22 "	15 "	De H. P. Bruyère	De E. Fortier	713	3371	Beaudry	B	6000 00
St. Marie	67334	22 "	20 "	R. Ste. Marie	A. Lacroix	1363-16	2100	Logan	B	3000 00
Papineau	67335	22 "	14 "	H. Joseph	T. G. Shaughnessy	P. 69	6140	Notre-Dame	L	4298 00
St. Louis	67339	23 "	20 "	G. M. Damien	Amiot, Lecours & Larivière	975, 9715	4125	St. Hypolye	B	5000 00
Papineau	67340	23 "	21 "	De H. A. Bougeant	E. J. Moineau	P. 583	2850	Dorion	B	6900 00
	67343	23 "	21 "	H. Coutu	J. Grégoire	854	4950	Logan &c.	B	7800 00
St. Louis	67347	24 "	22 "	De J. Taner	B. Glickman	P. 88	4160	St. Dominique	B	5000 00
Lafontaine	67348	24 "	24 "	Delle E. Mayer	M. Devergne	1207-173	2256	St. André	B	3100 00
Papineau	67355	26 "	21 "	J. Brien dit Dew	O. Watts	601	3800	Gain	B	8000 00
St. Louis	67356	27 "	13 "	H. P. Pepin	De V. Bergeron	907-7	2500	Laval	B	9500 00
St. Laurent	67357	27 "	14 "	De C. Morette & al.	J. Robinson	244	8141	Bleury &c.	B	18500 00
St. Louis	67361	27 "	12 "	J. E. Laurent	Succ. F. X. Beaudry	P. N. O. 742	5491	St. Denis	B	10000 00

MONTREAL-WEST.

MONTREAL-OUEST.

St. George	143173	22 Nov. 1906	16 Nov 1906	M. Chevalier	H. M. Marlen	P 1797-9-2 &c	233	Peel	L	\$ 335 00
	143177	22 "	14 Nov.	Est. Jas. Stewart	W. W. Chipman	P 1522-2	2600	Mountaln	B	12500 00
	143179	23 "	2 Nov.	De J. Wood	Est. Geo. Irving	P 1114	1170	Belmount Court University	B	5000 00
	143180	23 "	15 Nov.	Est. James Moore	"The Montreal Auxl. Bible Soc. Mont."	P 1824	4500	Underhill Place	B	3500 00
St. Andrew	143184	23 "	20 Nov.	Wid. J. B. Blanchet & al.	"Paquet & Godbout."	1673-6 &c	14102	Buckingham Av	B	No price
St. Ann's	143187	23 "	21 Nov.	Est. Wid. B. Lyman	D. Gallery	1450	4584	Young	B	5125 00
St. Cuné'de	143188	23 "	31 Oct.	E. Leduc, Jr	All. Leduc	1/2 386-212	2690	Souvenir	B	2600 00
St. Joseph	143192	24 "	2 Nov.	H. P. Pepin	W. A. Morin	810	4159	Chaboillez	B	1500 00
St. George	143195	26 "	19 Nov.	E. Dufresne	Wid. Jos. Héroux	P 1421	4000	Metcalfe	B	12000 00

B—Bâtisse; Building.
L—Lot; terrain vague.

P. TERRAULT,
Registraire de la Ville.—Registrar.

